

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTÉ DE DROIT, D'ECONOMIE,
DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

DÉPARTEMENT ECONOMIE
ANNÉE UNIVERSITAIRE : 2010/2011

OPTION : MACROÉCONOMIE ET MODÉLISATION

MEMOIRE DE FIN D'ETUDE EN VUE DE L'OBTENTION
DU DIPLOME DE MAITRISE EN ES-SCIENCES ECONOMIQUES

**LES EFFETS DE LA DETTE EXTERIEURE SUR LA CROISSANCE ET L'INVESTISSEMENT A MADAGASCAR
ANALYSE PAR LA METHODE DE REGRESSION MULTIPLE**

Présenté par :

RASAMIMANANA Andoniaina Olivier

Soutenu le : 24 - Avril – 2012

Sous l'encadrement de :

Monsieur RAMAROMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomenzantsoa,

Maître de conférences, département Economie

REMERCIEMENTS

- ✚ Au Bon Dieu car par sa grâce, j'ai pu continuer mes études jusqu'ici en quatrième année. Il a été ma force, ma vie et mon appui.
- ✚ A tous les membres de ma famille pour leur soutien aussi bien moral que financier
- ✚ A tous mes amis qui m'ont encouragé dans la concrétisation de ce mémoire
- ✚ A tous ceux qui ont, de près ou de loin, participé à la réalisation de ce présent rapport
- ✚ A toutes les personnes par l'intermédiaire de qui j'ai accès aux documents utilisés.

Aussi, je tiens particulièrement à remercier Monsieur RAMAROMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomenzantsoa qui a eu l'amabilité de me diriger tout au long de la réalisation de cette présente mémoire.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution de la dette extérieure de Madagascar depuis l'année 2000 à l'année 2009 (en millions de DTS)
Tableau 2.	Les créanciers bilatéraux de Madagascar (montant en millions de DTS)
Tableau 3.	Dette bilatérale par principaux créanciers
Tableau 4.	Les créanciers multilatéraux
Tableau 5.	Stock de la dette extérieure de Madagascar
Tableau 6.	Ratios Service de la dette/EBSNF
Tableau 7.	Les données du modèle de croissance et du modèle d'investissement
Tableau 8.	Tableau des estimateurs pour le modèle de croissance
Tableau 9.	Matrice de corrélation, utilisant les observations 2000 - 2009
Tableau 10.	Impact du service de la dette sur l'investissement

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1. Dette et Courbe de Laffer
- Graphique 2. La composition de la dette extérieure de Madagascar
- Graphique 3. Structure de la Dette
- Graphique 4. Principaux créanciers bilatéraux de Madagascar
- Graphique 5. Répartition de la dette multilatérale
- Graphique 6. Tendances de la dette extérieure de Madagascar
- Graphique 7. Le ratio Encours de la dette/PIB

LISTE DES ABREVIATIONS

AFD : Agence Française de Développement

BM : Banque Mondiale

O.I : Organismes Internationaux

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

IPTE : Initiative de réduction de dette en faveur des Pays Pauvres Très Endettés

IADM : Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale

FRPC : Facilité de Réduction de la Pauvreté et la Croissance

EBSNF : Exportations de Biens et Services non Facteurs

FMI : Fond Monétaire International

MCO : Moindres Carré Ordinaires

BCM : Banque Centrale de Madagascar

CNUCED : Conseil des Nations Unies CED

INSTAT : Institut National de la STATistique

MEFB : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget

PED : Pays En voie de Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

DTS : Droit de Tirages Spéciaux

VAN : Valeur Actuelle Nette

O.C.D.E : Organisation de Coopération et de Développement Economique

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
LISTES DES TABLEAUX.....	ii
LISTES DES GRAPHIQUES.....	iii
LISTES DES ABREVIATIONS.....	iv
INTRODUCTION GENERALE.....	4
REVUE DE LITTERATURE	7
PARTIE I: DEFINITIONS ET APPROCHES THEORIQUES DE LA DETTE ET CROISSANCE	10
Chapitre 1: Définitions des concepts.....	10
a) Dette extérieure	10
b) Dette multilatérale.....	11
c) Dette extérieure bilatérale.....	11
d) Arriéré.....	11
e) Réaménagement de la dette.....	12
f) Allègement de la dette.....	12
g) PIB.....	13
h) La croissance économique.....	13
i) Service de la dette.....	13
j) Encours de la dette.....	14
k) Les créanciers	14
l) Effet d'éviction	14
Chapitre 2: Approches théoriques de la dette et de la croissance.....	15
Section 1: Approche théorique de la dette.....	15

1.1: Théories de la dette.....	15
1.1.1: Approche traditionnelle de la dette.....	15
1.1.2: La théorie de l'équivalence ricardienne	16
1.1.3: Approche alternative à la théorie de l'équivalence	17
1.1.4: La théorie keynésienne.....	18
1.1.5: Approche alternative à la théorie keynésienne face à l'endettement	18
1.1.6: Théorie du surendettement.....	19
1.2: les mobiles de l'endettement	21
1.2.1: financement de l'investissement.....	22
1.2.2: lissage des fluctuations	23
1.2.3: évitement des ajustements	23
1.3: Initiative en matière de la dette (IPPTE)	23
1.3.1: Origine et Description de l'initiative PPTE	24
1.3.2: Modalités	24
1.3.3: Critères d'admissibilité et structure de l'initiative PPTE	26
Section 2: Théories de la croissance	27
2.1: Les anciennes théories de la croissance	27
2.2: La croissance déséquilibrée des keynésiens	27
2.3: Le modèle néoclassique de la croissance équilibrée	28
2.4: La théorie de la croissance transmise	29
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE.....	30
PARTIE II: CAS PRATIQUE : CAS DE MADAGASCAR.....	31
Chapitre 1: Evolution de la dette extérieure de Madagascar dans la période de 2000 à 2009	32
Section 1: Evolution et structure de la dette.....	32
1 - 1. Evolution	32
1 - 2. Structure.....	33

Graphique 3. Structure de la Dette.....	34
I. Dette extérieure bilatérale	35
II. Dette multilatérale.....	36
Section 2: Courbe de la tendance de la dette.....	37
Section 3: Etude de la viabilité de la dette extérieure de Madagascar.....	39
Chapitre 2: Vérification de l'existence d'un lien entre le niveau de la dette et la croissance économique.....	42
Section 1: Source du modèle et enseignements tirés des études déjà faites	42
Section 2: Processus de construction du modèle.....	43
Section 3: Présentation du modèle	43
Section 4: Les données.....	44
Section 5: Les estimateurs du modèle	45
Section 6: Interprétations économiques.....	45
Chapitre 3: Etude sur la manifestation de l'effet d'éviction dans l'économie malgache	47
Section 1: Modélisation	47
Section 2: Impact du service de la dette sur l'investissement.....	48
CONCLUSION GENERALE	50
BIBLIOGRAPHIE.....	I
ANNEXES	IV

INTRODUCTION GENERALE

La plupart ou bien presque l'ensemble des pays sous développés connaissent un déficit en matière des finances publiques. Leurs recettes publiques ne sont pas capables d'honorer les dépenses prévues. Etant donné que l'Etat doit promouvoir l'investissement, qui est, paraît-il un impératif du développement, les dirigeants sont alors amenés à chercher des financements adéquats. A cet effet, le secteur public a nécessairement recours à l'emprunt ou encore à l'endettement.

L'analyse de l'emprunt public, qu'il soit contracté dans le secteur privé de l'intérieur ou tout simplement à l'extérieur, remontait bien à l'époque de ce que nous appelons aujourd'hui les fondateurs de la pensée économique. Ainsi, David Ricardo (1772-1823), dans le *Funding System* en 1820, avait déjà été enchanté de trouver les moyens pour financer la guerre : et ce par un emprunt ou un impôt ? John Stuart Mill (1806-1873) s'était aussi bien intéressé sur le financement des dépenses publiques, et il avait affirmé que : « le financement des dépenses publiques par l'emprunt est stigmatisé comme le pire des expédients financiers dans l'état actuel de la civilisation ». Ce retour dans le passé, c'est pour nous rappeler que l'emprunt public, ou la dette publique n'est plus un nouveau concept, il est toujours au cœur de l'économie.

Cependant, dans les années 80, le problème de l'excès de la dette a manifesté dans le monde des pays moins avancés y compris l'Afrique au sud de Sahara dont Madagascar.

Par conséquent, vers la fin des années 90, la campagne « pour l'an 2000, annulons la dette » a eu pour but de chercher des mesures d'allègement des dettes.

Ainsi, les Institutions de Bretton Woods aussi bien que les créiteurs bilatéraux ont apporté l'Initiative PPTE et puis l'initiative PPTE renforcée.

Problématique

De ce qui précède, il s'avère que les niveaux insoutenables de la dette extérieure des pays pauvres dont Madagascar sont le symptôme d'un problème beaucoup plus important à savoir la faiblesse de la croissance économique. De ce fait, les préoccupations de notre étude consistent à répondre aux questions :

Dans quelle mesure la dette extérieure influe-t-elle négativement la croissance économique ?

Les investissements constituent le canal par lequel les effets négatifs de la dette extérieure se matérialisent-ils ?

Nous allons délimiter notre analyse temporellement de 2000 à 2009, période au cours de laquelle on a constaté une diminution importante de la dette après des mesures d'allègement de dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. On voudrait tester l'existence des impacts de ces allègements de dette sur la croissance économique.

Hypothèses

La dette extérieure de Madagascar a une relation non linéaire avec la croissance économique.

Le paiement futur du service de la dette, en augmentant la probabilité d'un accroissement de la pression fiscale future décourage l'investissement.

Le service très important de la dette extérieure en évinçant les ressources destinées à l'investissement moteur de la croissance constitue un frein à la croissance économique.

Objectifs spécifiques de l'étude

Dans notre étude, nous aimerions vérifier l'existence d'un lien entre dette extérieure et croissance économique pour le cas particulier de Madagascar. De ce fait, nous identifions la relation entre la courbe de Laffer et la croissance. Nous aimerions aussi vulgariser les estimateurs des Moindres Carrés Ordinaires dans notre faculté.

Approche et Méthodologie

L'analyse sera basée sur les analyses des régressions multiples pour atteindre notre objectif.

Nous retenons certaines variables décisives de la croissance économique pour Madagascar : le taux d'investissement, la croissance démographique et l'aide publique au développement

Et, en plus des indicateurs de la dette extérieure, nous avons aussi introduit le ratio service de la dette sur exportations.

En effet, nous allons estimer par la méthode MCO le modèle de croissance et ensuite le modèle d'investissement avec pour variables : les indicateurs de dette en valeur nominale rapportée aux exportations et au PIB, l'aide publique et le degré d'ouverture du pays au commerce extérieur.

REVUE DE LITTERATURE

La dette et la croissance ont fait l'objet d'étude de plusieurs auteurs. Certains affirment que la dette a un effet négatif sur la croissance si d'autres en pensent le contraire. De ce fait, plusieurs articles et documents sont publiés :

- Catherine Pattillo, Hélène Poirson et Luca Ricci dans le *document de travail du FMI*, n°02/69 (juin 2002) ont fait une étude sur le lien entre croissance et dette extérieure. Pour cela, ils ont pris 93 pays en développement. Ils ont intégré de divers indicateurs de l'encours de la dette dans le modèle. Parmi ces indicateurs, on cite le ratio de la dette par rapport aux exportations et au PIB, le ratio service de la dette /exportation. Les résultats de l'étude les amènent à conclure qu'il y a une relation en forme de courbe en « U » renversée entre croissance et dette extérieure. Ces auteurs constatent qu'à mesure que les ratios de la dette augmentent au-delà d'un certain niveau (au sommet de la courbe en cloche) où la valeur actuelle nette de la dette dépasse 160-170% des exportations et 35-40% du PIB, l'incidence de la dette sur la croissance du PIB par habitant commence à être négatif. Autrement dit, tout nouvel emprunt ralentit la croissance même si l'encours global de la dette continue d'exercer un effet positif sur la croissance. Ce seuil est donc considéré comme le niveau de la dette qui maximise la croissance.

Au sujet de l'initiative d'allègement de dette en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPTTE), les auteurs ont suggéré que la diminution de la dette pour la ramener de 200% des exportations à 100% permettra d'enregistrer un gain de croissance par habitant à l'ordre de ½ à 1 point.

- Dans une étude complémentaire, Pattillo et Al, en 2004, cités par Benedict Cléments, Rina Bhattacharya et Toan Quoc Nguyen dans le document de travail du FMI « l'allègement de la dette peut-il doper la croissance des pauvres », Avril 2005, ont appliqué un modèle de comptabilisation de la croissance à un groupe de 61 pays un développement durant la période de 1969-1998. Ils ont constaté que le doublement du niveau moyen de la dette extérieure a pour effet de réduire de près d'un point la croissance tant du capital physique par habitant que de la productivité totale des facteurs de ces pays. En d'autres termes, si l'encours de la dette est élevé, il pèse sur la croissance en ralentissant aussi bien l'accumulation de capital que la progression de la productivité totale des facteurs. En théorie, le service de la dette extérieure peut influencer sur la croissance en évinçant les investissements privés ou en modifiant la

composition des dépenses publiques. L'augmentation des charges d'intérêt peut accroître le déficit budgétaire du pays et réduire ainsi l'épargne publique. Cela peut entraîner soit une hausse du taux d'intérêt, soit l'éviction des investissements privés.

Dans ce même document, les auteurs avancent que : « le surendettement freine la croissance en augmentant l'incertitude des investisseurs quant aux moyens auxquels le gouvernement peut recourir pour acquitter les lourdes obligations du service de la dette par des mesures génératrices de distorsions par exemple en accroissant rapidement la masse monétaire (source de l'inflation) ». Dans un tel climat d'incertitude, les investisseurs privés en puissance peuvent craindre de sauter le pas. Et même s'ils investissent, il ya des fortes chances pour qu'ils retiennent des projets offrant un rendement rapide et non des projets de longue haleine qui pourraient rehausser durablement la croissance.

- Les recherches avancent au fur et à mesure que les années se succèdent ; en effet, en 2005, Idlemounden et Marc Raffinot, dans un document de travail qui s'intitule « soutenabilité de la dette : de la théorie aux modèles d'évaluation pour les pays à faible revenu », pensent que la dette extérieure constitue un fardeau pour une économie. Le paiement du service de la dette, estiment-ils, tend à évincer les dépenses publiques. A cet effet, l'investissement global baisse, ce qui diminue la probabilité de paiement des arriérés, et par conséquent, le poids futur de la dette, décrit par l'encours, influencerait sur les incitations des agents économiques privés à travers l'accroissement de la pression fiscale. Ensuite, selon eux même, cet effet ne va se manifester qu'à un certain niveau. Ainsi, l'annulation partielle de la dette au titre de l'initiative PPTE est justifiée lorsque ce seuil est dépassé.

- M. Carmen et K. Rogoff, dans : « *Dette publique et croissance : un lien existe-t-il ?* », Avril 2010, ont étudié particulièrement le cas français en se proposant à identifier le lien entre dette et croissance. Pour cela, ils ont examiné les variations de la dette publique extérieure française ainsi que la croissance économique de ce pays durant la période de 1978 à 2000. Ces auteurs constatent que les ratios dette publique/PIB de la France varient entre 30 et 90%. Ces variations, selon eux, n'ont pas affecté la croissance de l'économie française ; par contre, ils observaient qu'au-delà de ce seuil, le taux de croissance médian perd un (1) point.

- Aussi, Marc RAFFINOT (*Quel développement durable pour les pays en développement ?* 2002, p.70), a confirmé la conclusion évoquée par les auteurs du rapport Jumbo (AFD, 2002, p.129). Cette conclusion s'énonce comme suit : Le gain lié à l'injection continue de la réduction de dette sous forme de dépenses publiques additionnelles devrait

conduire à une croissance supplémentaire de un point du PIB la première année pour les PPTE. Cette relance « keynésienne » est relativement faible en raison de la nature des économies qui sont ouvertes et ne disposent que d'un tissu productif réduit.

Ainsi, l'impact à long terme de l'accumulation de capital humain additionnelle réalisée grâce à la réduction de dette est plus complexe à chiffrer. Il est cependant peu probable que cette accumulation, en soi, permette une augmentation très forte des taux de croissance à long terme. L'impact des dépenses d'éducation en matière de croissance par exemple est difficile à mettre en évidence. Bien des conditions en termes d'emploi, d'urbanisation... sont requises pour qu'un accroissement de l'offre d'éducation ait un impact significatif sur la croissance à long terme.

Par ailleurs, la théorie de la « *debt overhang* » a montré que dans certains cas, il est possible qu'un montant excessif d'endettement conduise à une réduction de l'investissement et à un renoncement susceptible d'accroître le revenu du pays. En effet, si la dette n'est pas remboursée en entier, tout nouvel effort sera en partie prélevé par les créanciers. Au contraire, une réduction de dette est susceptible de faire croître l'investissement et de relancer les réformes.

De ces différents travaux et études, nous avons pu retenir que, en premier lieu, le sujet concernant la dette extérieure et croissance n'est pas nouveau et, en second lieu, la dette publique extérieure a une influence sur la croissance économique. La manifestation de cette influence diffère d'un pays à un autre selon les dimensions institutionnelle et structurelle.

Face à l'étendue du sujet, force est de bien organiser le travail. Pour cela nous allons diviser notre analyse en deux grandes parties. La première partie se focalise sur des approches définitionnelle et théorique de la dette tandis que la deuxième traitera le cas particulier de la dette extérieure de Madagascar.

PARTIE I: DEFINITIONS ET APPROCHES THEORIQUES DE LA DETTE ET CROISSANCE

Tous les pays, même les plus avancés comme les Etats Unis et les autres pays émergents, ont tous passé par le travers de l'endettement. Mais, du point de vue général, la dette est plutôt réservée aux pays sous développés. Ce sont les moins avancés qui s'endettent le plus, vue leur manque en ressources financières.

La situation économique, et c'est souvent le cas, de ces pays moins avancés présente un déséquilibre en matière de finances publiques. En effet, l'épargne se trouve insuffisante pour financer les besoins fondamentaux des projets de développement. Les financements extérieurs sont alors le moyen permettant de financer ces projets.

Les définitions et approches théoriques de la dette et de la croissance font l'objet de la première partie de ce mémoire. Cette première partie quant à elle, va être divisée en deux chapitres. Le premier fournira les définitions qui nous paraissent utiles pour mieux comprendre les différents concepts tandis que le second traitera les théories de la dette et de la croissance. L'examen de ces théories nous permet de comprendre l'endettement et ses mécanismes de fonctionnement.

Chapitre 1: Définitions des concepts

Tout au long de ce mémoire, nous allons rencontrer des concepts assez nouveaux. Il nous est, par conséquent nécessaire de les éclairer. Ce premier chapitre va nous en servir de mieux.

a) Dette extérieure

La dette extérieure brute correspond au montant des passifs effectifs courants, et non conditionnels, qui exigeront à un moment donné à l'avenir, de la part du débiteur, des versements au titre du principal et/ou des intérêts et qui sont dus à des non-résidents des résidents.

Pour qu'un passif soit inclus dans la dette extérieure, il doit exister et ne pas avoir été réglé. Les engagements de fournir une valeur économique à l'avenir ne peuvent constituer des créances que lorsque des objets de propriétaire, des services sont rendus ou des revenus sont

produits; à titre d'exemple, les montants qui n'ont pas encore été décaissés au titre d'un prêt ou d'un engagement de crédit à l'exportation ne peuvent pas être pris en compte pour établir la position de dette extérieure brute. Cette définition de la dette extérieure ne fait pas de distinction entre les versements au titre du principal ou des intérêts ou des deux à la fois. Ainsi, les prêts sans intérêt sont des instruments de la dette même si aucun intérêt n'est versé, et les obligations perpétuelles sont des instruments de dette même si aucun principal n'est remboursé. Par ailleurs, les remboursements prennent certes normalement la forme d'actifs financiers, monnaie dépôt par exemple, mais la définition ne fixe pas une forme précise. A titre d'exemple, les remboursements peuvent prendre la forme de biens et services. De même, la définition ne dit pas que la chronologie des versements futurs au titre du principal et/ou des intérêts doit être connue pour qu'un passif soit assimilé à de la dette. (Robert Heath, CNUCED, « Actes de la troisième conférence interrégionale sur la gestion de la dette », Genève du 07 au 06 Décembre 2001, 2003, P.146)

A ne pas confondre endettement et déficit (ou besoin de financement). Le déficit annuel est à l'origine de la variation annuelle de l'endettement. Aussi, la dette extérieure est le plus souvent remboursée en devise étrangère.

b) Dette multilatérale

La dette extérieure est dite multilatérale lorsque l'emprunt est obtenu d'un organisme multilatéral tel que la banque mondiale, le FMI, la banque africaine de développement, ...

c) Dette extérieure bilatérale

La dette extérieure est bilatérale si le prêt est octroyé par un organisme bilatéral comme l'agence française de développement (AFD), ou par un gouvernement.

d) Arriéré

L'arriéré désigne le somme de la dette arrivée à l'échéance mais non réglée, il s'entend notamment des paiements au titre du service de la dette inscrit à l'échéancier qui sont arrivés à l'échéance et n'ont pas été réglé au(x) créancier (s).

Dans le contexte du club de Paris, les arriérés sont les paiements échus avant la période de consolidation et non réglés.

e) Réaménagement de la dette

Les opérations de réaménagements de la dette constituent l'une des composantes de l'activité relative à la dette extérieure. Les pays éprouvent parfois des difficultés à honorer leurs engagements au titre de la dette extérieure ou les débiteurs peuvent parfois souhaiter modifier le profil de remboursement de leurs obligations extérieures, pour diverses raisons, notamment pour réduire le risque des difficultés futures de remboursement ou réduire le coût de l'emprunt. Ils peuvent alors procéder à des restructurations ou des conversions de dette. Robert Heath définit le réaménagement come suit : « *Le réaménagement de la dette est un arrangement bilatéral faisant intervenir tant le créancier que le débiteur et qui modifie les termes ... pour le service d'une dette* » (Robert Heath, CNUCED, « actes de la troisième conférence inter régionale sur la gestion de la dette, du 3 au 6 décembre 2001 à Genève, édition du FMI en 2003, p146). Cette définition du réaménagement comme arrangement bilatéral donne naissance à différents aspects de celui ci.

Les types de réaménagements de la dette sont notamment les suivants :

Rééchelonnement : modification des termes de conditions du montant dû, qui peut se traduire par une réduction de la charge en valeur présente. Ces opérations sont également qualifiées de rééchelonnement mais elles sont aussi parfois appelées refinancement ou échange de dette.

Annulation : réduction du montant d'une dette ou annulation totale de celle-ci par le créancier dans le cadre d'un arrangement contractuel avec le débiteur.

Conversion, et remboursement anticipé : le créancier échange sa créance contre un objet ayant une valeur économique mais qui n'est pas une autre créance à l'égard du même débiteur.

f) Allègement de la dette

Toute forme de réaménagement de la dette qui allège le fardeau total de la dette. Il y a allègement de la dette lorsque la valeur actualisée des obligations à court terme au titre du service de la dette est moins élevée. Ce qui peut se mesurer, dans la plupart des cas ; par une durée plus longue de ces obligations ; autrement dit, les paiements deviennent plus lourds à la fin de la durée de vie de l'instrument d'emprunt. Cependant, si le réaménagement de la dette donne lieu à des modifications de la valeur actualisée et de la durée des obligations de la dette, à moins que l'effet net soit important, comme dans le cas d'une forte réduction de la

valeur actualisée (accompagnée d'une faible baisse de la durée) ou d'un accroissement considérable de la durée (avec une faible augmentation actualisée).

g) PIB

Valeur de marché de l'ensemble des biens et services finaux produits à l'intérieur d'un pays sur une période donnée (N. Gregory Mankiw, « Le principe de l'économie », Economica 1998)

h) La croissance économique

La croissance économique désigne la variation positive de la production des biens et services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut (ou PIB). Le terme croissance, selon les économistes décrit une augmentation de la production sur le long terme. D'après la définition de François Perroux¹, citée par C. Branthomme et P. Vinaches, « *la croissance correspond à l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en terme réel* ».

J. SCHUMPETER, cité par Jean Arrous, définissait la croissance comme « *un processus de destruction créatrice qui révolutionne, incessamment de l'intérieur la structure économique en détruisant continuellement des éléments vieillis et en créant continuellement des éléments neufs* » (Jean Arrous, « *pensée économique contemporaine* », édition du seuil, 1999, p.27). Il en ressort que l'apparition de la croissance économique exige des structures mentales, économiques et sociales aptes à la soutenir.

i) Service de la dette

Selon la définition retenue par B. Cléments, R. Bhattacharya et T. Q. Nguyen dans le document de travail du FMI (2005)²: « *le service de la dette est la somme que le débiteur doit à son créancier. Elle est composée de l'amortissement du principal emprunté auquel l'intérêt est ajouté. Ce service de la dette est influencé par les conditions d'emprunt c'est-à-dire le taux d'intérêt, la maturité et la période au cours de laquelle seuls les intérêts sont exigibles* ». Cette définition nous recense les principales caractéristiques du service de la dette et de la

¹ F. Perroux, cité par C. Branthomme et Paul Vinaches dans « *sciences économiques et sociales* », Hachette, 1999, 162 pages

² B. Cléments, R. Bhattacharya et T. Q. Nguyen dans le document de travail du FMI: « *l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés peut-elle doper la croissance ?* » (2005)

dette en générale. Le service de la dette est remboursable à la date convenue lors du contrat, et il est majoré d'un taux à son échéance.

j) Encours de la dette

Il représente le montant des déboursements effectifs (tirages) diminués des remboursements en capital.

k) Les créanciers

On entend par créancier une entité détenant une créance financière sur une autre entité

On distingue principalement trois groupes de bailleurs :

-Club de Paris : c'est un groupement des principaux Etats créanciers dont la présidence et le secrétariat sont assurés par le Trésor français

-La Banque Mondiale (BM) : c'est une banque transnationale chargée de prêter à long terme pour financer les actions de développement dans le Tiers-Monde ou les ex-socialistes

-Le Fond Monétaire International (FMI) : chargé d'assurer la stabilité monétaire internationale par des taux de change fixes et aider les pays qui ont des difficultés au niveau de la balance des paiements. Le mode de décision du FMI est celui d'une répartition des droits de vote en fonction de la cotisation des Etats membres.

Outre que ces trois grands groupes de bailleurs, il y a les créanciers bilatéraux comme la France, l'Allemagne, ...

l) Effet d'éviction

C'est la baisse de l'investissement résultant des emprunts du gouvernement

Chapitre 2: Approches théoriques de la dette et de la croissance

L'objet de ce chapitre est d'étudier théoriquement les mécanismes de la dette ainsi que son influence sur la croissance. Pour mieux organiser, nous allons subdiviser ce chapitre en deux sections : l'approche théorique de la dette fera l'objet de la première section, et la seconde section traitera les théories de la croissance.

Section 1: Approche théorique de la dette

Dans cette première subdivision, nous traiterons les questions rattachées à l'analyse de la dette. Pour cela, il est opportun de voir successivement les théories de la dette, les mobiles de l'endettement et enfin les initiatives en matière de dette.

1.1: Théories de la dette

Dans cette section, nous allons analyser, l'une après l'autre, la théorie traditionnelle de la dette, la théorie classique en l'occurrence de la théorie de l'équivalence ricardienne, l'approche alternative à la théorie classique, la théorie keynésienne, l'approche alternative à la théorie keynésienne, et la théorie du surendettement.

1.1.1: Approche traditionnelle de la dette

L'approche traditionnelle de la dette se concrétise tout simplement de la manière suivante : l'emprunt extérieur stimule les dépenses de consommation. Ce qui affecte l'économie tant à long qu'à court terme. A court terme, des dépenses accrues de consommation accroissent la demande et donc la production de l'emploi, et, à long terme, selon Alexandre Mathis, le déficit budgétaire entretenu par l'Etat réduit l'épargne nationale et augmente en effet le taux d'intérêt³, ce qui décourage l'investissement. (Alexandre Mathis, « *endettement public et taux d'intérêt : une étude empirique* », 1990). Il en résulte une production nationale moins élevée et une emprise de l'étranger sur une plus large part de cette production.

La théorie suggère que les générations actuelles bénéficieraient d'une consommation et d'un emploi accru, mais au prix d'une inflation plus élevée. Les générations futures quant à

³ Cette thèse avait déjà été expliquée par Artus P., Didier M. et Masson A. dans *Economie et prévision*, « *Patrimoine, dettes, taux d'intérêts* », 1989, pp. 3-10

elles, devraient supporter de large part des déficits budgétaires actuels, dans la mesure où elles seraient nées dans une nation dotée d'un stock de capital moindre et d'un endettement accru envers l'étranger. (N. Gregory Mankiw, « *Macroéconomie* », 3^e édition, de boeck, 2003, p .495)

1.1.2: La théorie de l'équivalence ricardienne

L'approche conventionnelle de la dette publique extérieure est basée sur l'hypothèse selon laquelle, lorsque l'Etat emprunte pour financer son déficit, les agents réagissent à leurs revenus après impôts accrus en dépensant davantage.

Une autre approche appelée Equivalence ricardienne remet en cause cette hypothèse. Ricardo (1772-1823), économiste du XIX^e siècle fut le premier à développer cette théorie d'équivalence. Il prône l'idée que le financement par emprunt de la dépense publique s'accompagnerait d'une augmentation équivalente de l'épargne privée dans l'anticipation d'un remboursement futur, capital et intérêt, de la dette publique accumulée. Dans un contexte où le gouvernement gère un déficit, les agents se comportent comme s'ils sont contraints de payer ultérieurement un impôt. Cet impôt est lié directement à l'augmentation de la dette. Sur ce propos, Ricardo, cité par N. Gregory Mankiw⁴, affirme que « *les consommateurs sont tournés vers l'avenir et fondent leurs dépenses non seulement sur leurs revenus courants, mais aussi sur leurs revenus futurs attendus* » (N. Gregory Mankiw, « *Macroéconomie* », 3^e édition, de boeck, 2003, p .495). L'idée derrière cette affirmation est la suivante : si l'Etat finance le déficit budgétaire par l'emprunt, à un moment donné, à l'avenir, il devra donc lever les impôts pour rembourser sa dette et l'intérêt accumulé sur celle-ci. La théorie de l'équivalence ricardienne fait l'hypothèse que le consommateur tourné vers l'avenir comprend pertinemment ce mécanisme. En effet, les agents vont accroître leur épargne au détriment de la consommation pour anticiper la hausse future de l'impôt.

En somme, le principe général de l'équivalence ricardienne est que la dette équivaut à des impôts futurs et, si les agents sont suffisamment tournés vers l'avenir, les impôts futurs équivalent à des impôts actuels. Financer l'Etat par l'endettement revient donc au même que le financer par des impôts. On appelle cette interprétation « Equivalence ricardienne ».

⁴ N. Gregory Mankiv, « *Macroéconomie* », 3^e édition, de boeck, 2003, p. 495

Relativement à la théorie de l'équivalence, N.Gregory Mankiw conclut que : *« l'implication de l'équivalence ricardienne est qu'une réduction fiscale financée par l'emprunt laisse inchangée la consommation. Les ménages épargnent une part accrue de leur revenu disponible pour payer l'impôt qui leur sera demandé demain. Cet accroissement de l'épargne privée compense exactement la réduction de l'épargne publique causée par le déficit »*⁵. Cette conclusion nous permet de dire que l'épargne nationale se définissant comme la somme des épargnes privée et publique reste inchangée. Par conséquent, l'emprunt n'a donc aucun des effets que les analyses inspirées par des interprétations traditionnelles prévoient.

1.1.3: Approche alternative à la théorie de l'équivalence

Fondamentalement, l'interprétation ricardienne considère que pour fixer leur niveau de consommation, les consommateurs anticipent rationnellement les impôts qu'implique la dette publique. Les tenants de l'approche traditionnelle de la dette publique sont, par contre, convaincus que les impôts futurs n'influencent pas la consommation courante dans la mesure où l'affirme l'interprétation ricardienne.

L'équivalence ricardienne fait l'hypothèse que les gens décident rationnellement de répartir leurs revenus entre consommation et épargne. Si l'Etat emprunte pour payer ses dépenses courantes, les consommateurs rationnels anticipent les impôts qui seront nécessaires à l'avenir pour rembourser cette dette. Ceci suppose de leur part une grande connaissance des faits, autant qu'une solide capacité de prévoir l'avenir.

A l'inverse, l'approche traditionnelle des réductions fiscales est que les gens sont myopes. Ceci s'explique par le fait qu'ils ne comprennent pas totalement les implications des déficits budgétaires publics. Il est donc possible que certaines personnes fixent leur consommation et leur épargne en fonction de règles très simples, qui ne sont pas nécessairement totalement rationnelles. Ils peuvent, par exemple, imaginer que les impôts futurs resteront inchangés par rapport à leur niveau actuel. Si c'est le cas, ils ne tiendront pas compte des modifications futures des impôts rendus nécessaire par les politiques publiques actuelles. Dans ce cas, une réduction fiscale financée par les politiques donne l'impression que le revenu cumulé sur l'ensemble de la vie a augmenté, alors que ce n'est pas le cas. Dans cette situation, la réduction fiscale entraîne bel et bien une consommation accrue et une

⁵ Ibid.

réduction de l'épargne nationale. (N. Gregory Mankiw, « *Macroéconomie* », 3^e édition, de boeck, 2003, p .495)

1.1.4: La théorie keynésienne

Cette sous section va nous apporter une analyse de la conception keynésienne de la dette.

Pour les keynésiens, l'endettement n'entraîne pas de coût pour les générations future et présente du fait des investissements nouveaux qu'il génère. Selon Keynes : « *le financement monétaire délivre l'investissement de la contrainte classique de l'épargne préalable. Cet investissement produit des biens de capital, et donc la production totale augmente au moins de ce montant* » (Keynes, cité par Pascal Combemale dans « *Introduction à Keynes* », La découverte, 3^e édition, 1999, 2003, 2006, p.69). Dans le modèle keynésien de l'endettement de l'Etat, la démarche globale et les effets multiplicateur et accélérateur sont fondamentaux. L'hypothèse principale selon laquelle se base la théorie c'est le sous emploi des ressources productives dans le pays débiteur. Selon les keynésiens, l'endettement favorise la relance de la demande globale. Il entraîne, par l'effet accélérateur une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement qui provoque à son tour une hausse de la production. Le déficit budgétaire, qui conduit par ses flux successifs à augmenter le stock de la dette, produit l'expansion du cycle économique par la demande d'investissement autonome. Le déficit auquel correspond l'emprunt stimule la demande et permet d'alléger le coût de son remboursement⁶.

1.1.5: Approche alternative à la théorie keynésienne face à l'endettement

La théorie keynésienne de l'endettement énumérée précédemment justifie que l'endettement public est nécessaire pour relancer l'économie. En outre, rien n'empêche les dirigeants de ne pas politiser la dette. Cela nous pousse à étudier l'approche selon laquelle la dette est un instrument des stratégies électorales.

Ainsi, Alesina et Tabellini (1989) supposaient que dans un même pays, il peut y exister deux (2) partis qui sont susceptibles d'accéder au pouvoir. Les préférences diffèrent d'un parti à un autre quant à la nature des dépenses publiques. Le parti au pouvoir peut, en

⁶ Voir aussi Patrick Arthus, « *efficacité et limites de l'emploi de la politique budgétaire* », revue française d'économie, vol. 4, n°4, 1989

effet décider d'augmenter aujourd'hui les dépenses publiques en s'endettant. Une telle mesure est prise pour satisfaire son électorat, afin du mieux de se maintenir au pouvoir et au pire de ne pas faciliter la vie de son adversaire si jamais celui-ci emporte la majorité de voix à l'élection. Ainsi, le parti au pouvoir crée des conditions défavorables afin de gêner ultérieurement son adversaire politique du point de vue de la gestion du budget. Il engage aujourd'hui des recettes fiscales futures et par conséquent, diminue les possibilités futures de dépenses de son adversaire surtout si la dette venait à être importante. En effet le second parti, une fois au pouvoir, sera tenu de rembourser à un moment donné le service de la dette de l'emprunt. Il sera donc obligé de réviser ses promesses électorales en diminuant les dépenses sociales et au risque de mécontenter son électorat, d'où l'idée de stratégie électorale à travers la dette. (« *Introduction à la théorie de l'interférence politico-économique* », p.73-78)

Aussi, Alesina et Drazen (1991) expliquaient l'endettement public par le report des réformes fiscales nécessaire à l'ajustement budgétaire dans un contexte où deux ou plusieurs partis d'un gouvernement de coalition au pouvoir ne s'entendent pas sur la séparation de la charge de l'impôt : charge qui peut compresser les déficits. A cet effet, chaque parti essaie de préserver son électorat et de faire payer les autres franges de la population réservées par rapport à son idéologie.

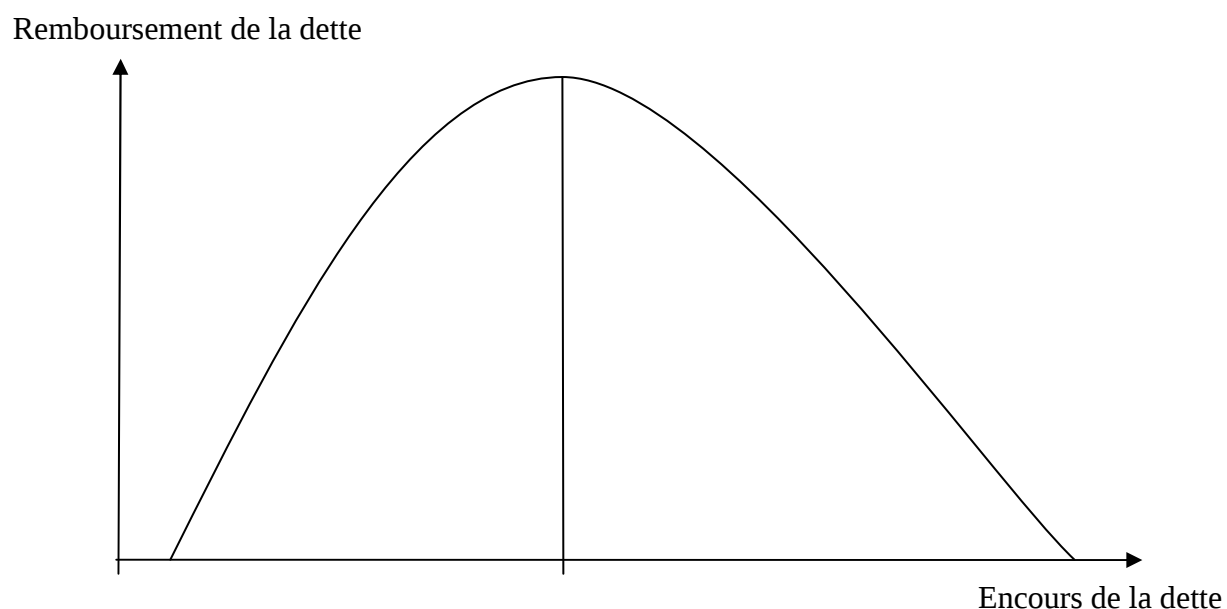
1.1.6: Théorie du surendettement

Si on se réfère à la théorie de développement de Sachs (1984)⁷ expliquée par Pattillo dans « *la dette extérieure et croissance* », l'excès d'endettement provoque un affaiblissement des capacités de paiement potentielles de débiteur concerné qui, par conséquent, n'est plus incité à investir dans son économie. Selon cette théorie, l'accumulation de la dette publique conduit les agents privés à anticiper un accroissement de la pression fiscale et les amène à réduire leurs efforts (notamment leurs investissements). Une telle théorie est perceptible à travers la courbe de Laffer selon laquelle l'alourdissement de la dette diminue la probabilité de son remboursement. Pattillo, dans « *la dette extérieure et croissance* », Finance et développement/juin 2002, expliquait que : « *les investisseurs potentiels craignent que la production soit « taxée » au fur et à mesure par les créanciers au titre de service de la dette* », et par conséquent, « *ils (les investisseurs potentiels) hésiteront à supporter les coûts*

⁷ Il s'agit d'une observation intuitive et c'est à partir de cette intuition que Sachs (1984) a évoqué cette constatation sus mentionnées. Cette intuition de Sachs a pris le nom de la théorie du fardeau virtuel de la dette ou « debt overhang »

immédiats pour accroître la production à venir » : c'est la thèse de la courbe de Laffer. Les investisseurs n'investissent pas pour autant, en effet, les recettes fiscales, conçues comme garanties du paiement du service de la dette (Théorie de l'équivalence ricardienne)⁸ diminuent : ce qui veut dire que les nouveaux emprunts viennent amplifier le stock de la dette existant sans que le service n'en soit garanti. Au fur et à mesure que l'encours de la dette augmente, l'Etat a de plus en plus du mal à s'acquitter de sa dette, d'où « *l'alourdissement de la dette diminue la probabilité de son remboursement* » (Pattillo, « *finance et développement* », Document de travail du FMI, (2002)).

Graphique 8. Dette et Courbe de Laffer



La partie ascendante de la courbe traduit la hausse de la valeur nominale de la dette. Cette hausse est accompagnée d'une augmentation des anticipations de remboursement. Par contre, la partie descendante montre que l'accroissement de la dette réduit ces anticipations. La dette dépasse les capacités de remboursements du pays, le coût de son service décourage les investisseurs ; ce qui punit ainsi la croissance.

Le sommet de la courbe correspond au point où l'augmentation de la dette commence à agir comme un impôt sur l'investissement, les réformes et les autres mesures économiques. On peut dire que c'est donc le point où la dette commence à agir négativement sur la

⁸ Cf. théorie de l'équivalence ricardienne, mentionnée ci haut

croissance. Lorsque le service de la dette augmente au-delà de ce point, tout nouvel emprunt ralentit la croissance.

Bien que les théories n'analysent pas explicitement l'impact de l'endettement sur la croissance économique, on peut déduire de ces quelques pages consacrées aux études théoriques de la dette que la dette a une relation avec la croissance : l'évolution raisonnable de la dette devrait renforcer la croissance tandis que l'accumulation de lourdes dettes la ralentit en freinant notamment l'investissement.

D'un autre côté, il importe de souligner que le niveau de la dette, lui aussi, influe sur mesures de réformes économiques. Des politiques censées renforcer l'efficacité et la croissance comme la libéralisation des échanges et l'assainissement budgétaire seront affectées. Les gains attendus de ces politiques diminuent et, par conséquent, les autorités sont moins tentées de supporter des dépenses courantes si elles pensent que les gains de production escomptés iront à leurs créanciers extérieurs.

1.2: les mobiles de l'endettement

La présente section va analyser les raisons qui justifient le recours à l'endettement. Pour mieux mener l'étude, nous nous tâcherons de répondre à la question suivante : est-il possible pour les PED de financer leur développement par les ressources domestiques ? Ou, à défaut, dans quelles mesures le recours à l'endettement s'avère nécessaire ?

L'Etat comme un simple particulier doit payer le prix de ses achats et réparer par des indemnités les dommages qu'il a causés à autrui. Comme un simple particulier, il contracte des emprunts, entreprend des travaux ou des investissements ; il entretient et s'efforce d'accroître son patrimoine. Le problème financier qui se pose au simple particulier et à l'Etat apparaît d'emblée comme un problème de moyens. En face d'une dépense, il faut trouver les ressources nécessaires pour y faire face.

A l'origine de l'endettement d'un particulier ou d'un Etat, se trouve alors d'une part le besoin de payer ses achats, de réaliser des travaux et des investissements et d'autre part l'insuffisance de ses revenus. L'endettement de ce point de vue est un phénomène normal de la vie sociale. Il ne devient un problème que lorsque le débiteur est incapable d'honorer ses engagements vis-à-vis du créancier.

Du point de vue de l'analyse économique, l'endettement trouve une justification théorique dans des modèles plus ou moins formalisés dont l'objectif est de démontrer comment la dette influe sur la croissance économique du pays débiteur. La dette apparaît au travers de ces modèles théoriques comme un instrument d'accumulation dans la mesure où elle permet de résorber l'écart entre l'épargne intérieure et les besoins financement. (Maurice FAHE, « *Endettement, développement et souveraineté des Etats Africains* », Centre de Recherche et d'Action pour la paix(2005))

Principalement, l'emprunt à l'étranger est justifié pour trois raisons :

- Financer un haut niveau d'investissement ;
- Lisser les fluctuations de la consommation en cas de baisse du revenu ;
- Echapper à un ajustement face aux déséquilibres intérieurs ou extérieurs.

1.2.1: financement de l'investissement

Nous sommes d'accord qu'un pays renfermant un potentiel d'investissement ne fournisse pas forcément pour autant un niveau très suffisant d'épargne intérieure pour financer cet investissement. L'épargne extérieure vient alors financer et redynamiser cet investissement.

Nous partons de l'identité proposée par Paul DJONDANG⁹ (1985) suivante :

$$S - I = X - M = - S_{ex}$$

Où S est l'épargne intérieure, I l'investissement ; $X - M$ désigne le solde du compte courant de la balance des paiements et S_{ex} est l'épargne extérieure.

Une accumulation de la dette extérieure correspond à un déficit du compte courant. Si l'Etat emprunte pour financer un niveau élevé d'investissement que les ressources nationales sont incapables de financer, emprunter à l'étranger va permettre au pays d'encourager sa croissance.

La relation négative entre épargne extérieure et épargne intérieure pose moins de problème si nous ne limitons pas le rôle des capitaux étrangers à accroître l'investissement et nous prenons en considération leur intervention comme instrument d'allocation inter temporelle de la consommation.

⁹ Paul DJONDANG, « Importation de capitaux et croissance économique », *economica*, 1985, p45

Toutefois, il reste le problème structurel du résultat à long terme (DE VRIES (1988), cité dans « *Gestion de la dette extérieure* », bulletin de la FMI, vol n°2), c'est-à-dire voir comment l'appel régulier des emprunts extérieurs finit par relâcher les efforts du pays emprunteurs et par le rendre dépendant de l'épargne extérieure.

1.2.2: lissage des fluctuations

Le FMI, dans « *Gestion de la dette extérieure* », 2003 évoque principalement trois chocs négatifs du déficit du compte courant, à savoir :

- La dégradation des termes de l'échange ;
- La récession chez les principaux partenaires ; et
- La catastrophe naturelle (la calamité)

Ces chocs donnent lieu à une baisse du revenu. Pour remédier à ces problèmes, un pays peut soit réduire ses dépenses de telle sorte que la somme de la consommation et l'investissement (absorption) baisse proportionnellement avec le revenu. Dans ce cas, il n'y a pas de dégradation du compte courant ; soit contracter une dette extérieure pour maintenir le niveau d'absorption.

1.2.3: évitement des ajustements

Un déficit du compte courant insoutenable doit faire l'objet d'un ajustement par des changements de politique économique.

1.3: Initiative en matière de la dette (IPPTE)

L'initiative en faveur des PPTE est une initiative majeure de grande conséquence pour le suivi de la situation d'endettement extérieur. Son objectif est de ramener la dette extérieure de certains pays à faible revenu à un niveau tolérable. Autrement dit, à un niveau leur permettant de s'acquitter en totalité de leurs obligations présentes et futures au titre de service de leur dette sans recourir au rééchelonnement de celle-ci ou à l'accumulation d'arriérés et sans compromettre la croissance de leur économie. Pour cela, une évaluation correcte de leur dette extérieure s'impose.

1.3.1: Origine et Description de l'initiative PPTE

Dans la seconde moitié des années 90, il a été reconnu, par les créanciers officiels en particulier, que la situation d'endettement extérieure d'un certain nombre de pays à faible revenu devenait extrêmement difficile. L'initiative PPTE est un cadre d'action exhaustif, intégré et coordonné mis au point conjointement par le FMI et la Banque Mondiale pour résoudre les problèmes d'endettement extérieur des PPTE. Ce cadre a été adopté en septembre 1996 après avoir reçu l'aval du Comité intérimaire du FMI et du Comité du développement de la Banque Mondiale.

L'initiative a pour but de permettre aux PPTE qui ont des bons antécédents en matière d'ajustement et de réformes économiques de ramener leur dette à un niveau tolérable à moyen terme. Elle repose avant tout sur la persévérance du pays dans l'effort d'ajustement macroéconomique et structurel et de réforme sociale axé sur la réduction de la pauvreté.

L'initiative PPTE sous entend en outre une logique discutable. Ceci se décompose en trois points :

- Il revient aux bailleurs de fonds bilatéraux de prendre à leur charge l'essentiel des efforts de réduction de la dette ;
- Des remises de dette peuvent être accordées aux pays qui ont avancé dans les réformes, mais qui n'ont pas pour autant réussi à rendre leur dette soutenable ;
- L'objectif n'est pas nécessairement d'éliminer une fraction substantielle de la dette, mais simplement de la réduire à un niveau jugé supportable.

1.3.2: Modalités

L'initiative PPTE est un processus à deux étapes avec deux moments clés.

a- Première étape : Programme d'ajustement renforcé et réduction de la dette bilatérale

Dans cette étape, les créanciers bilatéraux accordent un traitement du service de la dette renégociable en Club de Paris. Ce traitement se fait à hauteur de 67% de la valeur actuelle nette ou VAN selon les termes de Naples. Les autres créanciers bilatéraux accordent un traitement au moins aussi favorable. Les institutions internationales accordent un soutien sous forme de financement concessionnel d'un programme d'ajustement structurel.

Au bout de la première étape (trois ans en principe), si la performance est conforme aux objectifs du programme, trois possibilités existent : c'est le point de décision.

Le point de décision

En ce point, on procède à la fixation des objectifs en termes de ratios de soutenabilité (VAN/exportation et service/exportation), ainsi que les mesures et les conditionnalités pour la seconde étape, au cas où elle serait entreprise. Une opération de réduction de la dette assortie d'un traitement analogue par les créanciers bilatéraux, qui ne font pas partie du Club de Paris, est envisagée.

- ✓ Si cela est suffisant pour atteindre un niveau de dette soutenable à l'issue de la seconde étape, le pays n'est pas éligible pour l'initiative.
- ✓ Si cela est suffisant, le pays entre dans la seconde étape.
- ✓ Si un doute existe, le pays reçoit de nouveaux traitements de Naples en Club de Paris (en termes de flux), et des traitements équivalents de la part des autres bilatéraux.

b- Seconde étape : Nouveaux programmes d'ajustement et nouvelle réduction de la dette bilatérale

Dans la seconde étape (normalement trois ans), le Club de Paris accorde un traitement plus favorable (allant jusqu'à 80% de la VAN), en termes de flux, et les autres bilatéraux de même. Une réunion est organisée pour mettre au point les contributions des bailleurs de fonds à un plan de financement, incluant des mesures de soutien accrues de la part des bailleurs de fonds, FMI compris. Si le pays enregistre à nouveau de bonnes performances durant les trois ans au niveau du programme avec les institutions financières internationales, on atteint alors le point d'achèvement.

Le point d'achèvement.

Si les mesures précédentes n'ont toujours pas réussi à rendre la dette soutenable, alors :

- ✓ Le Club de Paris accorde un traitement à hauteur de 80% de réduction de la VAN en termes de stock (traitement selon les termes de Lyon), et les autres bilatéraux en traitement similaire.
- ✓ Les institutions financières internationales prennent les mesures nécessaires pour rendre la dette soutenable, chacun choisissant une option dans un menu, de manière à assurer un traitement global et équitable pour tous les créditeurs impliqués. (Jean Yves MOISSERON et Marc RAFFINOT, « *Dette et Pauvreté* », economica, 1999, p.36).

En conséquence, tous les pays qui demandent à bénéficier d'une aide au titre de l'IPPTE doivent :

- Avoir adopté un document de stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) à leur arrivé au point de décision ;
- Avoir progressé dans la mise en œuvre de cette stratégie pendant un an au moins avant de parvenir au point d'achèvement. Cet effort a pour complément l'engagement pris par la communauté financière internationale d'apporter une solution globale et concertée au problème d'endettement extérieur du pays. En effet, l'initiative requis est la participation de tous les créanciers bilatéraux, multilatéraux et commerciaux.

1.3.3: Critères d'admissibilité et structure de l'initiative PPTE

Pour recevoir une aide au titre de l'initiative PPTE, les pays doivent à la fois y être admissibles à l'initiative d'endettement extérieur insoutenable. Pour être admissible à l'initiative, un pays doit remplir à un ensemble de critères. En particulier, il doit :

- Etre admissible à une aide concessionnelle du FMI et de la Banque Mondiale ;
- Avoir un degré d'endettement insoutenable ;
- Etablir de bons antécédents dans la mise en œuvre de réformes et de politiques économiques saines au moyen de programmes soutenus par le FMI et la Banque Mondiale. (FMI, « *Statiques de la dette extérieure, guide pour les statisticiens* », 2003)

Section 2: Théories de la croissance

De nombreux penseurs appartenant à différents courants de pensée ont élaboré une théorie sur la croissance économique. Mais ce qui nous intéresse dans le cadre de ce mémoire ce sont les théories qui se rapportent à l'endettement. Dans ce cas, il nous est nécessaire d'analyser :

- Les anciennes théories de la croissance ;
- La croissance déséquilibrée des keynésiens ;
- La croissance équilibrée des néoclassiques ;
- La théorie de croissance transmise.

2.1: Les anciennes théories de la croissance

L'esprit des anciennes théories de la croissance se résume de la manière suivante :

Appelons (L) l'offre de travail, elle est généralement supposée être une variable exogène qui croît à un taux constant positif ou nul en fonction de l'expansion démographique. Et soit (K), le stock de capital dont l'augmentation correspond à un investissement net. La fonction de production varie d'un modèle à l'autre mais le processus de croissance se déroule comme suit :

L'expansion démographique détermine en toute période la quantité disponible de travail ; combiné avec le stock de capital hérité des périodes antérieures, cette quantité de travail engendre un flux de production et de revenu réel (Y). Le maintien de l'équilibre exige que la quantité disponible de travail et le stock de capital soient pleinement utilisés dans une économie en croissance. Il doit exister un volume d'investissement adéquat pour faire face à une offre croissante de capital et de travail.

2.2: La croissance déséquilibrée des keynésiens

La première tentative de transposition à la longue période du modèle d'équilibre keynésien a été effectuée par l'anglais HARROD et l'Américain DOMAR au cours des années 40. La littérature économique en présente une version commune connue sous le nom de modèle Harrod-Domar.

L'hypothèse centrale du modèle est l'existence d'une fonction de production à coefficients fixes. Autrement dit, il n'y a pas de possibilités de substitution entre le capital et le travail dans le processus de production : pour obtenir une unité du produit (Y), un nombre bien déterminé (u) d'unités de travail et une quantité (v) d'unité de capital sont nécessaires. Cela implique une relation technique rigide entre le volume de la production et les quantités de facteurs utilisés, soit : $K = vY$ et $L = uY$.

D'une manière générale, les chances de parvenir à une croissance équilibrée avec plein emploi du travail et du capital sont quasiment nulles. L'économie évolue sur une « lame de rasoir » entre le risque d'un chômage croissant et celui d'une inflation prolongée. La croissance équilibrée serait celle qui ferait coïncider croissance garantie (assurant l'équilibre entre l'épargne et l'investissement) et croissance naturelle (croissance de plein emploi résultant de la population et du progrès technique).

2.3: Le modèle néoclassique de la croissance équilibrée

Le modèle néoclassique¹⁰ est caractérisé par une fonction à coefficients variables : le capital et le travail peuvent être combinés en proportions différentes, de telle sorte que le rapport capital-travail (K/L) et donc le rapport capital-produit ($K/Y = v$) soient susceptibles de se modifier. Conformément à la tradition néoclassique, le modèle admet également la concurrence parfaite, la rémunération des facteurs de production en fonction de leur productivité marginale, les rendements factoriels décroissants et le plein emploi. (Riadh BEN JELILI, « *Dépenses publiques et croissance* », Juin 2000, p4)

Partant de ces hypothèses, le modèle de croissance néoclassique implique l'épuisement à terme de la croissance du capital par tête et par conséquent celle de la croissance du revenu par tête. Un épuisement qui s'explique par les rendements marginaux décroissants du facteur accumulable, le capital. Comme les facteurs sont rémunérés en fonction de leurs productivités marginales, la décroissance des rendements a pour effet une diminution de l'incitation à investir.

Du fait de l'épuisement du revenu par tête, la croissance de long terme n'est expliquée que de manière exogène par la croissance de la population (pour augmenter l'offre de travail) et la nécessité de couvrir la dépréciation du capital (par emprunt extérieur).

¹⁰ Modèle élaboré par SOLOW-SWAN

2.4: La théorie de la croissance transmise

La théorie de la croissance transmise tire son origine dans la théorie des avantages comparatifs de D. Ricardo (1772 – 1823).

Paul DJONDANG (1985) pense que la démonstration ricardienne du « gain de l'échange » n'était valable que lorsque les deux pays impliqués sont de même niveau de développement. Que le commerce s'établisse entre pays assez inégalement développés, et il n'y a aucune raison qu'il conduise à un équilibre de leur balance de paiements. La vitesse avec laquelle les deux économies réagiront à une impulsion externe donnée, à commencer par l'ouverture à l'échange, n'est évidemment pas la même. En effet, il a conclu que : « ... *L'on peut donc penser que le pays le moins avancé accusera un déficit de sa balance des paiements courants, tant que son économie ne sera pas compétitive et que ses « gains de l'échange » seront faibles. La poursuite de son développement économique ne pourra se faire que si, très logiquement l'on admet qu'il emprunte des capitaux aux pays plus avancés, excédentaires pour leur part* ».

Dans ce passage, Paul DJONDANG souligne absolument une complémentarité entre l'emprunt et la croissance économique des pays moins avancés. Cette thèse est plus connue comme sous l'appellation de « Théorie des phases de la balance des paiements ». Selon toujours DJONDANG, elle ne devrait pas être dissociée de la théorie du commerce international, elle en constitue un prolongement direct et nécessaire dès lors que l'on introduit l'inégalité de développement des nations. Ainsi, « *la croissance économique des pays les plus avancés sera transmise aux pays attardés par les mouvements de capitaux* ».

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Cette première partie de notre devoir a été consacrée essentiellement à l'éclaircissement de notre sujet. D'où nous avons estimé nécessaire de considérer quelques ouvrages qui mettent en rapport la dette extérieure et la croissance économique. Aussi, dans le cadre de cette même partie, nous avons cité diverses définitions et théories concernant la dette extérieure et la croissance. Les définitions nous ont permis de comprendre les différentes notions importantes en matière de dette. Quant aux théories, nous les avons subdivisées en deux catégories : théories de la dette et théorie de la croissance.

Dans l'étude des théories de la dette, nous avons mis en exergue :

- 1.1.1: Approche traditionnelle de la dette
- 1.1.2: La théorie de l'équivalence ricardienne
- 1.1.3: Approche alternative à la théorie de l'équivalence
- 1.1.4: La théorie keynésienne
- 1.1.5: Approche alternative à la théorie keynésienne face à l'endettement
- 1.1.6: Théorie du surendettement

Et, pour ce qui est de la croissance, les théories suivantes ont été abordées :

- 2.1: Les anciennes théories de la croissance
- 2.2: La croissance déséquilibrée des keynésiens
- 2.3: Le modèle néoclassique de la croissance équilibrée
- 2.4: La théorie de la croissance transmise

Ces diverses théories ont non seulement bordé la première partie de notre devoir mais aussi, elles nous permettent d'entamer la deuxième partie qui va, quant à elle, étudier le cas pratique de Madagascar au sujet de la dette extérieure et de la croissance économique.

PARTIE II: CAS PRATIQUE : CAS DE MADAGASCAR

La première partie de notre travail a insisté surtout sur une approche théorique de la dette et de la croissance. Nous glissons maintenant dans la deuxième partie.

La deuxième partie de notre mémoire va insister sur le cas pratique de Madagascar quant à l'interrelation entre dette extérieure et croissance économique. Pour ce faire, allons-nous adopter le plan suivant :

En premier chapitre, voyons les évolutions de la dette extérieure malagasy. L'examen de ces évolutions nous permettra d'étudier l'importance, la tendance ainsi que la viabilité de la dette de Madagascar.

Nous procédons ensuite à la vérification de l'existence d'un lien entre le niveau de la dette et la croissance économique, nous appliquons dans ce cas la méthode de régression : ce qui fera l'objet du deuxième chapitre.

Dans un troisième et dernier chapitre, nous nous permettons de faire une étude sur la manifestation de l'effet d'éviction dans l'économie malagasy.

S'agissant de la méthodologie, nous procédons par une approche à la fois descriptive et normative.

Chapitre 1: Evolution de la dette extérieure de Madagascar dans la période de 2000 à 2009

Section 1: Evolution et structure de la dette

1 - 1. Evolution

Tableau 2. Evolution de la dette extérieure de Madagascar depuis l'année 2000 (en millions de DTS)

Bailleurs/années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Autres créanciers	346,1	342,8	356,5	381	378,3	393,3	400,6	386,5	336,5	360,6
Fonds Arabes	19,4	18,5	19	13,7	11,9	12,3	14,6	19,8	31	25,1
O.C.D.E.	1 182,80	1 010,80	1 119,2	1 086,1	96,4	89,7	75,6	98,9	82,4	79,3
O.I.	1 412,20	1 650,0	1 666,9	1 687,4	1 853,9	1 978	572,2	659,5	916,1	938,5
Banques privées	2,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts Privées	17,3	15,6	16,2	9,3	0,4	9,8	9,7	9,7	10,3	0,1
Arriérés	376,2	359,0	366,6	378,3	935,1	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
Allègements et annulations	59,6	55,8	57,9	48,25	44,8	54,6	73,1	-	-	-
Total	2959,0	3183,2	3318,7	3278,8	2535,1	2570,7	1030,1	1150,7	1196,6	1528,4

Source : Banque Centrale de Madagascar

(*) Nous n'avons pas les données exactes

En 2001, l'encours de la dette extérieure de Madagascar s'est chiffré a 2959 millions de DTS dont 376,2 millions sont des arriérés et 59,6 millions des allègements. La dette a progressivement évolué : de 3183,2 millions de DTS en 2001 avec des arriérés d'une somme de 359 millions et d'allègements de 55,8 millions ; et de 3318,7 millions de DTS en 2002 dont 366,6 millions d'arriéré et 57,9 millions d'allègement. Une légère diminution a marqué l'année 2003 : la dette a été de 3318,7 millions de DTS en 2002 pour diminuer à 3278,8 cette année 2003. Cette tendance à la baisse se poursuit jusqu'en 2005. En cette année la dette était de 2570,7 millions de DTS. Puis une chute remarquable a manifesté l'année 2006 : année

dans laquelle Madagascar a atteint le Point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des PPTE. Par conséquent, l'encours de la dette s'est diminué jusqu'à 1030,1 millions de DTS.

Depuis l'année 2007, la dette extérieure de Madagascar s'est progressivement augmentée : de 1150,7 millions en 2007 à 1196,6 million en 2008 pour atteindre 1528,4 millions en 2009.

1 - 2. Structure

La dette extérieure de Madagascar est essentiellement une dette multilatérale dans la mesure où ce sont les bailleurs de fonds multilatéraux, c'est-à-dire les organismes internationaux tels que le FMI, La Banque Mondiale, qui octroient des sommes importantes de prêts pour la grande île. Ces sommes représentent en moyenne 59,99 pour cent du montant total des emprunts.

Les partenaires bilatéraux comme les pays de l'OCDE notamment la France, la Grande Bretagne, le Japon, les Etats Unis ou l'Autriche, accordent aussi des prêts pour Madagascar.

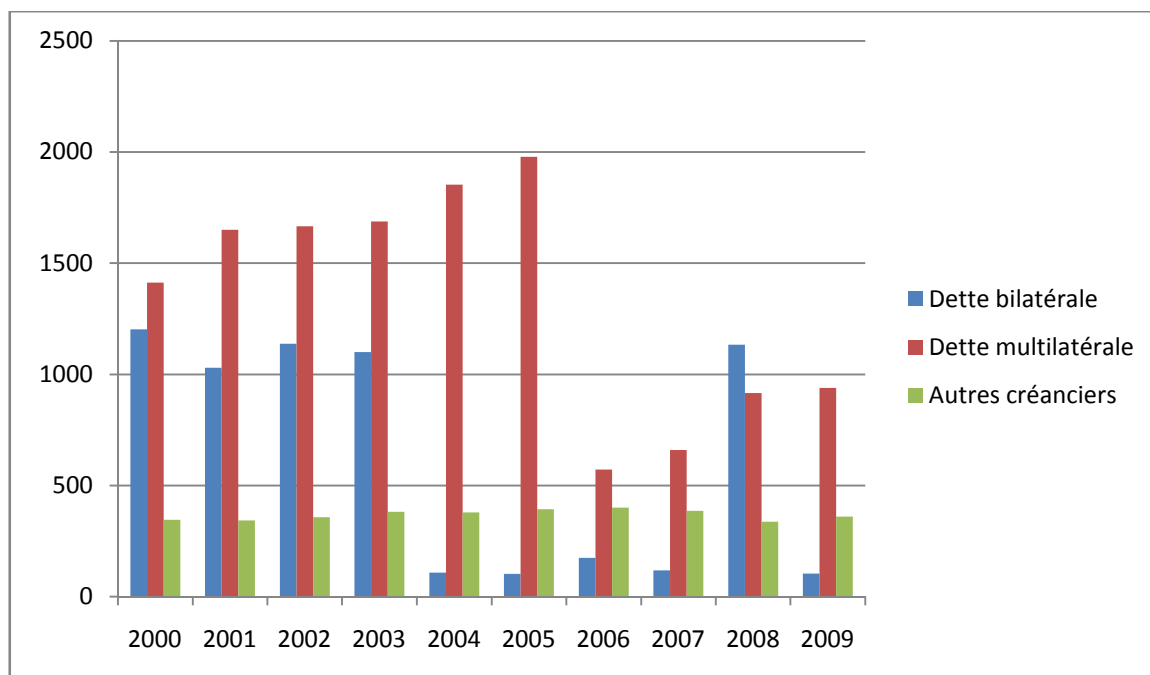
D'autres créanciers comme la Chine, le Maurice financent aussi Madagascar dans son développement.

Les prêts privés représentent un part moins importante dans la structure de dette publique extérieure de Madagascar. Ces prêts représentent en moyenne 0,442 pour cent du total de la dette.

Le graphique 2 ci-dessous montre la composition de la dette extérieure de Madagascar.

Graphique 1.

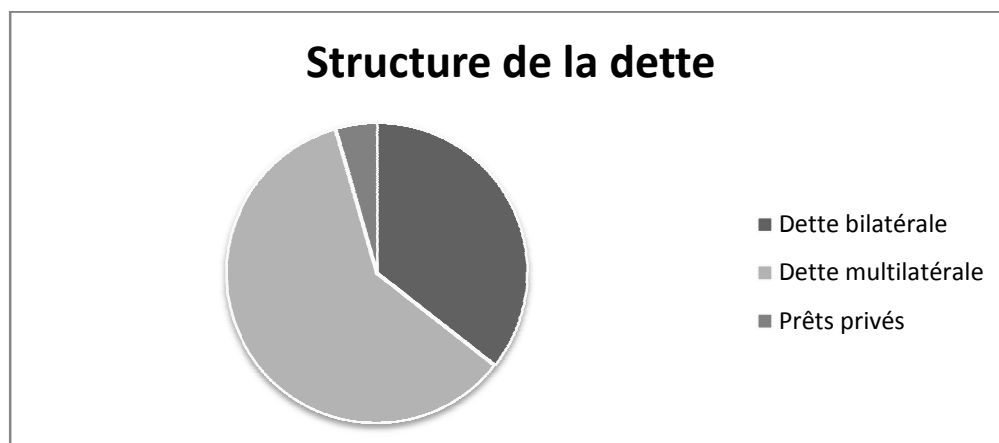
Graphique 2. La composition de la dette extérieure de Madagascar



Comme l'illustre le graphe 1, la dette extérieure de Madagascar est composée d'une dette multilatérale et d'une dette bilatérale reçue de divers créanciers bilatéraux. Mais la dette multilatérale représente une contribution importante dans l'explication du niveau de la dette.

Le graphique 2 ci après illustre cette importance de la dette multilatérale.

Graphique 3. Structure de la Dette



Pour mieux mener un éclaircissement sur la structure de la dette extérieure de Madagascar, nous estimons nécessaire d'examiner très succinctement la dette bilatérale et la dette multilatérale.

I. Dette extérieure bilatérale

Le tableau 2 présenté en annexe illustre la répartition de la dette extérieure bilatérale.

Ce tableau nous montre que les principaux créanciers bilatéraux privilégiés de Madagascar sont l'Irak, la Lybie, la France et le Japon. Leurs contributions totales dans la période de 2000 à 2009 sont respectivement 1407,45 millions de DTS, 1367,19 millions de DTS, 1383,47 millions de DTS et 1123,1 millions de DTS.

En moyenne, ces pays accordent pour Madagascar des prêts à hauteur de :

- 140,74 millions de DTS pour l'Irak ;
- 136,71 millions de DTS pour le Libye ;
- 138,37 millions de DTS pour la France et
- 112,3 millions de DTS pour le Japon.

On recense ces quatre principaux créanciers dans le tableau 3 suivant

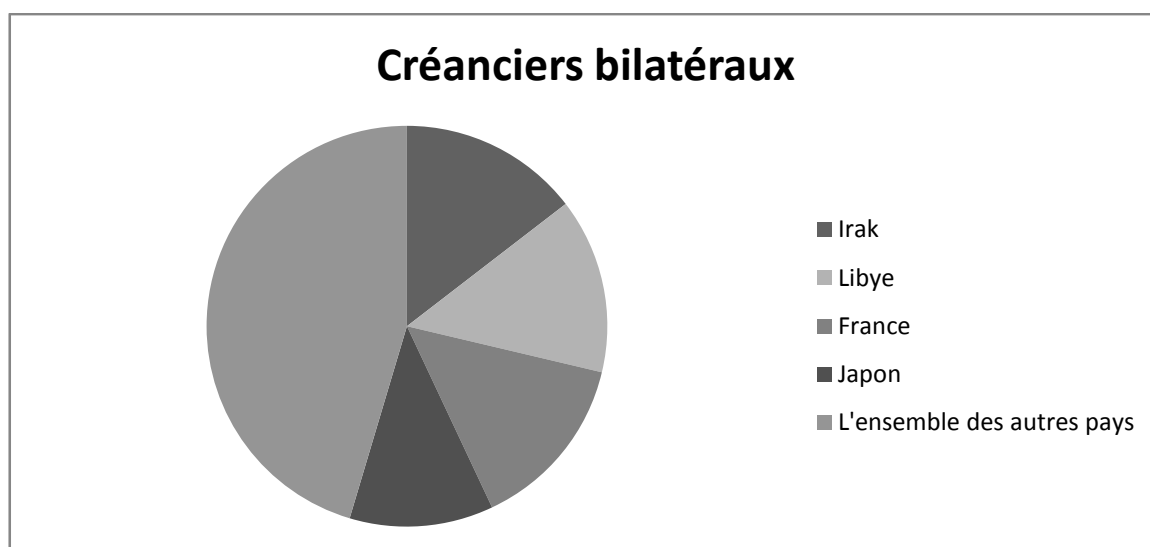
Tableau 3. Dette bilatérale par principaux créanciers (en millions de DTS)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Irak	106,9	102,3	116,9	116,1	126,6	131,8	134,3	142,5	148,7	153,4	1407,45
Libye	131,5	140,4	141,7	145,7	133,2	140,5	144,4	142,4	66,8	56,3	1367,19
France	281,3	271,3	288,8	292,6	20,3	16,6	15	38	19,2	14,6	1383,47
Japon	267,5	269,9	238,7	244,9	-	-	-	-	-	-	1123,1

Source : Banque Centrale de Madagascar

Le graphique 3 suivant montre l'importance de ces quatre créanciers par rapport à l'ensemble des créanciers bilatéraux

Graphique 4. Principaux créanciers bilatéraux de Madagascar



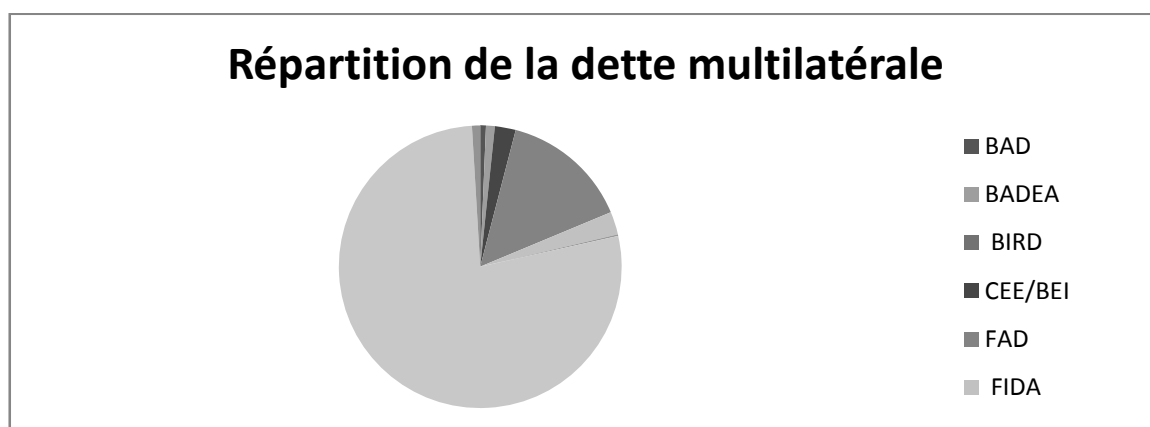
II. Dette multilatérale

Le tableau 4 présenté en annexe recense les bailleurs de fonds multilatéraux avec les prêts qu'ils accordent pour Madagascar.

La lecture de ce tableau nous permet de déduire qu'entre les années 2000 et 2009, l'IDA/FSA constitue le principal bailleur de fonds de Madagascar. Ses prêts s'élèvent à 10347,2 millions de DTS, soit 77,59 pour cent du total des prêts accordés par l'ensemble des Organismes Internationaux au cours de ce même période.

Le Graphique 5 suivant illustre cette importance des prêts accordés par l'IDA/FSA par rapport aux autres créanciers multilatéraux.

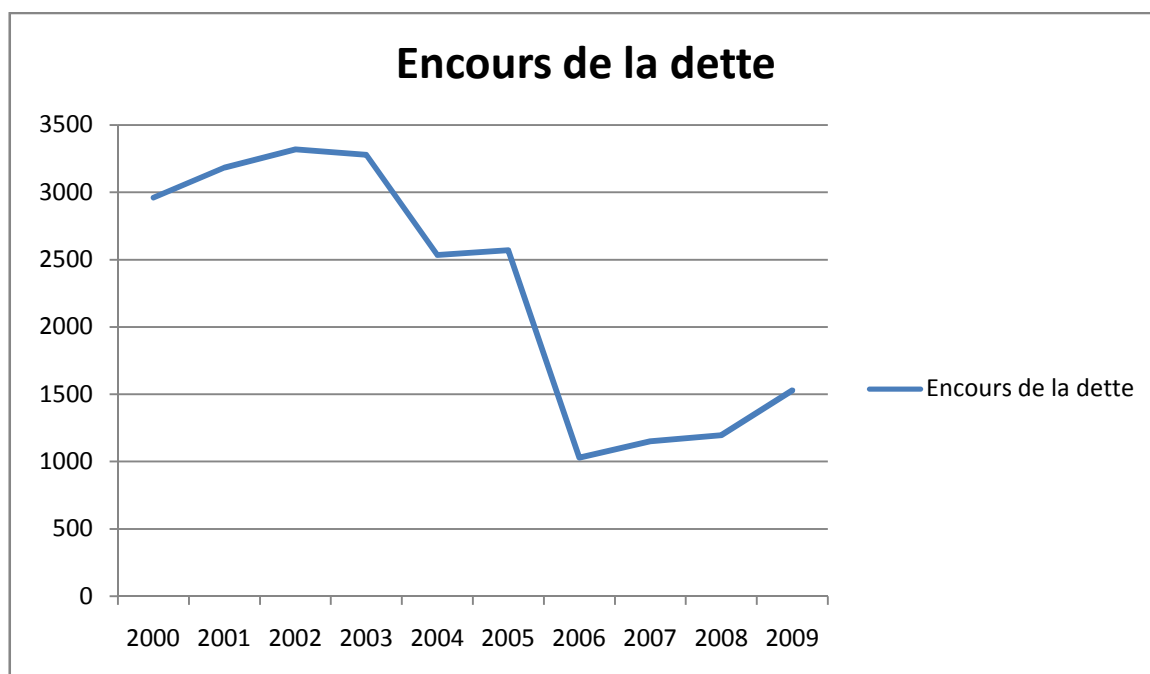
Graphique 5. Répartition de la dette multilatérale



Section 2: Courbe de la tendance de la dette

Le graphe 6 suivant montre la tendance de la dette extérieure de Madagascar.

Graphique 6. Tendence de la dette extérieure de Madagascar



D'un point de vue général sur la période de 2000 à 2009, la situation de la dette extérieure de Madagascar a une tendance à la baisse.

Au cours des années 2000 à 2003, la dette de Madagascar tend à hausser. Elle était de 2959,0 millions de DTS en 2000 pour atteindre un niveau de 3278,8 millions de DTS en 2003.

Au cours de l'exercice 2004, Madagascar a rempli toutes les conditions nécessaires à l'atteinte du point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative en faveur des PPTE, grâce à une bonne gestion de la situation macroéconomique. Le traitement du stock de la dette qui va suivre devra réduire le service de la dette extérieure à un niveau soutenable et devrait permettre au gouvernement de concentrer désormais ses efforts dans la lutte contre la pauvreté et pour la croissance économique. Ainsi, après une réunion des pays membres du Club de Paris du 16 novembre 2004, le niveau de l'encours de la dette extérieure s'est chiffré à 2535,1 millions de DTS. En total, le Club de Paris a annulé environ 88,0 pour cent des engagements de Madagascar, soit 935,1 millions de DTS.

En 2006, Madagascar a atteint de nouveau le point d'achèvement et cette fois-ci suivi d'un traitement de la dette multilatérale.

L'atteinte du Point d'achèvement et le traitement de la dette multilatérale qui a suivi ont permis de réduire l'encours de la dette extérieure de 2570,7 millions de DTS en 2005 à 1030,1 millions de DTS à fin 2006. Exprimé en pourcentage du PIB, le stock de la dette extérieure de Madagascar a été de 28,8 pour cent à fin 2006 contre 81,4 pour cent à fin 2005.

A fin décembre 2007, l'encours de la dette extérieure du pays s'est élevé à 1150,7 millions de DTS contre 1030,1 millions de DTS à fin 2006. L'atteinte du Point d'achèvement en 2004 et le traitement de la dette multilatérale qui s'en est suivi ont diminué le stock de la dette en 2006. En conséquence, par rapport au PIB nominal, l'encours de la dette extérieure a baissé progressivement : de 80,6 pour cent à fin 2005 à 28,8 pour cent à fin 2006 et à 24,8 pour cent à fin 2007.

Après cette remarquable amélioration de la situation, l'encours de la dette extérieure de Madagascar a légèrement augmenté en 2008. Celui-ci atteint 1196,6 millions de DTS après allègement et y compris les arriérés de paiement. Néanmoins, exprimé en pourcentage du PIB, le stock de la dette du pays a continué de baisser : de 24,8 pour cent à fin 2007 à 21,6 pour cent à fin 2008.

En 2009, le stock de la dette extérieure de Madagascar a été chiffré à 1528,4 millions de DTS, soit une hausse de 8,5 pour cent par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, exprimé en pourcentage du PIB nominal, le stock de la dette a été l'équivalent de 26,6 pour cent.

Le tableau 5 suivant résume l'évolution de la dette extérieure de Madagascar entre 2000 et 2009

Tableau 5. Encours de la dette extérieure de Madagascar

Années	Encours de la dette (en millions de DTS)	Ratio Encours de la dette/PIB
2000	2959,0	89,5
2001	3183,2	93,3
2002	3318,7	84
2003	3278,8	84
2004	2535,1	90
2005	2570,7	81,4
2006	1030,1	28,8
2007	1150,7	24,8

2008	1196,6	21,6
2009	1528,4	26,6

La lecture de ce tableau nous permet de dire que la dette extérieure de Madagascar, au vue du pourcentage par rapport au PIB était important depuis l'année 2000 jusqu'en 2005. C'est après la mise en œuvre de l'Initiative renforcée en faveur des PPTE en 2006 que celle si se trouve à un niveau soutenable.

Nous avons vu ci haut la structure de la dette extérieure de Madagascar ainsi que ses tendances au cours de la période de 2000 à 2009. Qu'en est-il de la viabilité de la dette ?

Section 3: Etude de la viabilité de la dette extérieure de Madagascar.

Selon les indices d'évaluation des institutions et des politiques (CPIA) de la Banque Mondiale, la viabilité de la dette d'un pays se mesure par rapport aux seuils indicatifs suivants :

- 150% pour le ratio VAN de la dette/Exportations ;
- 40% pour le ratio VAN de la dette/PIB ;
- 20% pour le ratio Service de la dette/Exportations.

La dette est considérée comme viable si le critère en question n'excède pas ces différents ratios.

3.1: Le ratio VAN de la dette/Exportations

Le tableau 6 ci après illustre les différentes valeurs du ratio VAN de la dette/Exportations au cours de la période de 2000 à 2009. Ces différentes valeurs sont fournies par le document « *Rapport des services du FMI n°07/236* »

Tableau 6. Ratios VAN de la dette/EBSNF

Années	VAN de la dette/EBSNF (en %)
2000	233,2
2001	215,6
2002	185,7
2003	136,8
2004	153,6
2005	134,4
2006	38,7
2007	46,2
2008	54,1
2009	60,9

Source : Rapport des services du FMI n°07/236

Comme l'illustre le tableau 6, le ratio VAN de dette sur exportation a pris différentes valeurs. Ce ratio dépasse 150% en 2000 et 2001 tandis qu'à partir de 2002, celui-ci restait bien en deçà de ce seuil de 150%. On pourrait dire alors que la dette extérieure de Madagascar est soutenable

3.2: Le ratio VAN de la dette/PIB

L'évolution du ratio VAN de la dette/PIB de Madagascar est retracée dans le tableau 7 suivant.

Tableau 7. Le critère VAN de la dette/PIB

Années	VAN de la dette/PIB ¹¹
2000	89,4
2001	90,1
2002	74
2003	40,2
2004	37,7
2005	35,8
2006	11,5
2007	16
2008	13
2009	12,7

Source : FMI

Le tableau 7 ci-dessus affiche entre, 2000 et 2003, un pourcentage de la dette par rapport au PIB supérieur au seuil de 40 pour cent. Néanmoins la situation de la dette, à partir de l'année 2004 nous montre une performance de celle-ci. Les chiffres sont bien au deçà du seuil de 40 pour cent.

3.3: Le ratio Service de la dette/Exportations

Tableau 8. Le ratio Service de la dette/Exportations

Années	Service de la dette/EBSNF (en %)
2000	7,7
2001	4,3
2002	9,0
2003	5,8
2004	8,5
2005	8,9
2006	3,9
2007	2,94
2008	3,13
2009	5,52

Source : INSTAT, MEFB

¹¹ Pojection du FMI

Comme l'illustre ce tableau, le ratio Service de dette exportation fluctue entre 2 et 10 pour cent. Au regard des normes estimés par les économistes du FMI notamment Pattillo, Poirson et Ricci en 2003, ces chiffres représentent une bonne condition de dette, ils sont largement inférieurs à 20 pour cent.

Pour fermer cette section qui porte sur l'étude de la soutenabilité de la dette extérieure de Madagascar, il convient de noter que le pays a une performance en matière de la gestion de dette. Autrement dit, se dette se situe en général, et pour la période de 2000 à 2009, à un niveau jugé soutenable. C'est à partir de l'examen des différents critères de dette (section 3) que nous avons pu tirer cette conclusion.

Chapitre 2: Vérification de l'existence d'un lien entre le niveau de la dette et la croissance économique

Pour vérifier l'existence d'une relation entre le niveau de la dette et la croissance économique, nous appliquons la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Pour cela, il est nécessaire de présenter le modèle que nous adoptons pour notre analyse.

Section 1: Source du modèle et enseignements tirés des études déjà faites

Le modèle auquel nous nous inspirons est celui adopté par Ojo et Oshikoya en 1995. Hansen en 2001 a réappliqué ce modèle mais cette fois ci, il a introduit d'autres variables explicatives : le déficit budgétaire, le taux d'inflation et le degré d'ouverture. L'auteur, à l'occasion de cette étude a conclu, pour un échantillon de 54 pays dont 14 PPTE, que l'effet négatif de la dette extérieure sur la croissance de ces pays n'est pas statistiquement significatif.

Par contre, Chowdhury (2001), Mbanga et Sikod (2001) par leurs différentes études ont conclu que la dette affecte négativement la croissance par le canal de l'investissement. Cette conclusion est vérifiée pour le cas des 35 pays d'Afrique au Sud du Sahara.

Ces études sont faites pour un cas général des pays appartenant à un même continent ou à des catégories semblables. Mais pour ce qui nous intéresse, nous voudrions analyser le cas particulier de Madagascar.

On a choisi ce modèle car il est pratique pour vérifier la relation entre la dette extérieure et la croissance : c'est d'ailleurs l'un des objectifs spécifiques de notre présent devoir.

Section 2: Processus de construction du modèle

Nous avons introduit des variables de contrôles car il n'y a pas que la dette qui influe sur la croissance. De plus, la relation entre la dette et la croissance n'est pas linéaire d'après la première hypothèse de notre travail. D'où, les introduire s'avère pertinent. Ces variables sont le taux d'investissement, le taux de croissance démographique et les aides publiques extérieures.

En effet, le taux d'investissement et le taux de croissance démographique reflètent l'impact du facteur capital physique et capital humain dans le processus de production, cependant, le coefficient du taux de croissance démographique est attendu négatif tandis que celui du taux d'investissement positif. Le signe du coefficient de la variable aides publique extérieures est attendu positif car le montant de ces aides doit permettre au gouvernement de promouvoir l'investissement source de croissance.

Pour faire la distinction entre l'effet d'éviction et la thèse du surendettement (Debt overhang) c'est-à-dire l'existence d'une relation entre la courbe de Laffer et la croissance, nous avons utilisé le ratio service de la dette/exportations, le ratio Dette/PIB et le carré du ratio Dette/PIB décalé d'une période.

Le service de la dette rapporté aux exportations doit avoir un signe négatif pour illustrer cet effet d'éviction. Le signe attendu du coefficient du ratio dette/PIB est positif et il faut que le signe du coefficient du carré du ratio dette/PIB décalé d'une période soit négatif pour confirmer la thèse du surendettement.

Section 3: Présentation du modèle

Le modèle que nous utilisons pour vérifier la relation entre dette extérieure et croissance économique se présente comme suit :

$$Txcroipib = const + \mu_1 Detsurpib + \mu_2 Servdetsurex + \mu_3 Txinvest + \mu_4 Txcroidemo + \mu_5 Cardetsurpib + \varepsilon_i$$

Où :

μ_i sont les coefficients de chaque variable, avec $i = 1, \dots, 5$

ε_i : erreur

Txcroipib : Taux de croissance du PIB

Const : Constante

Detsurpib : Ratio Dette/PIB

Servdetsurex : Ratio Service de la dette/Exportations

Txinvest : Investissement public sur PIB (Taux d'investissement)

Cardetsurpib : Ratio Dette/PIB mais cette fois ci au carré et retardé d'une période.

Txcroidmo : Taux de croissance démographique

Section 4: Les données

La majeure partie des données sur lesquelles nous travaillons a été recueillie dans « *Rapport économique et financier* » fourni par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget.

Certaines ont été fournies par l'Institut National de la Statistique (INSTAT), la Banque Centrale de Madagascar (BCM).

Ces données couvrent la période de 2000 à 2009 car c'est surtout durant cette période que notre travail est axé.

Le tableau 9 figurant en annexe nous recense ces données.

Section 5: Les estimateurs du modèle

Pour parvenir aux résultats, nous procédons par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Cette méthode est convenable pour démontrer l'existence d'une relation entre deux ou plusieurs variables. C'est la raison pour laquelle nous l'avons choisie dans notre étude.

Le tableau 10 ci après présente les estimateurs de chaque variable du modèle.

Tableau 8.

Tableau 9.

Tableau 10. Tableau des estimateurs pour le modèle de croissance

	<i>Coefficient</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
const	9,91214	0,7881	0,48818
Servdetsurex	-2,81725	4,0857	0,02649
Detsurpib	-0,127102	1,0836	0,35785
Invpubsurpib	0,0847144	0,3085	0,77788
Txcroidemo	-0,743676	2,4841	0,08895
Cardetsurpib	0,00142481	3,4277	0,04161
Aidesurpib	4,66396	3,8333	0,03129

R^2	0,930765	R^2 ajusté	0,844220
-------	----------	--------------	----------

Source : Nos calculs

Section 6: Interprétations économiques

Le tableau 10 nous indique que la dette extérieure a une relation avec la croissance du PIB du fait de la significativité des variables de contrôle : le ratio service de dette/exportation et le carré du ratio encours de dette sur PIB. Les coefficients de ces variables ont un signe négatif, ce qui peut vouloir dire que la croissance économique est une fonction décroissante du niveau de la dette. En effet, si la dette augmente, la croissance ralentira vérifiant ainsi la littérature et en contre partie, si la première diminue, le gouvernement disposera de surplus de

liquidité pour financer les investissements générateurs de croissance. Ce surplus correspond exactement à la somme qu'on aurait dû décaisser pour rembourser la dette.

Dans ce cas les initiatives de réduction ou d'annulation de dette trouvent leur importance. En effet elles permettent à l'Etat de disposer de plus d'argent pour financer les investissements publics.

En outre, la matrice de corrélation présentée dans le tableau 11 en annexe confirme aussi la négativité de la relation entre la dette extérieure et la croissance. Elle affiche un chiffre de -0,0392 comme coefficient de corrélation.

Le coefficient positif de la variable Dette/PIB au carré et le coefficient négatif de la variable Dette/PIB contredisent par contre la thèse du surendettement (debt overhang). Autrement dit, la situation de la dette extérieure de Madagascar dans la période de 2000 à 2009 ne vérifie pas la thèse du surendettement.

Par ailleurs le ratio service de dette exportations a donné le signe attendu (négatif) et est significatif avec un t de student 4,7 qui est largement supérieur à 2,776, la valeur théorique du test. Il illustre ainsi l'existence d'un lien entre le service dette et l'investissement.

Cette variable n'aurait pas dû être significative pour montrer l'existence de l'effet d'éviction. Néanmoins, les données nous conduisent à conclure que la dette a une relation avec la croissance et que cette relation n'est pas linéaire pareillement à la conclusion de Patillo et de Poirson et Ricci en 2002.

Le taux de croissance démographique est négativement significatif. Il a le signe attendu. Cette variable a donc aussi une influence sur la croissance.

Le taux d'investissement public explique en partie la croissance du fait de son coefficient qui a donné le signe positif attendu, il est significatif. Cette variable contribue positivement à expliquer la croissance et ce pour une faible probabilité critique de 7 pour cent. La matrice de corrélation affiche un coefficient de corrélation nettement positif de +0,2301.

L'aide extérieure est aussi significative dans l'explication de la croissance économique et elle a une relation directe avec celle-ci.

De plus, les coefficients de corrélation R^2 et R^2 ajusté sont respectivement 0,93 et 0,84. Ils représentent la qualité de la régression. Plus ils sont proches de 1, plus bonne est la

régression. Dans notre cas d'étude, nous avons une régression de bonne qualité. Autrement dit, tous nos calculs sont concluants et toutes les conclusions que nous avons faites reflètent effectivement la situation de la dette extérieure de Madagascar.

Chapitre 3: Etude sur la manifestation de l'effet d'éviction dans l'économie malgache

Par définition, l'effet d'éviction est la baisse de l'investissement résultant des emprunts du gouvernement.

Pour pouvoir étudier la manifestation de cet effet d'éviction dans l'économie malagasy, il nous est nécessaire de montrer d'abord que la dette a une relation négative avec l'investissement.

Pour cela, nous allons appliquer pour une nouvelle fois la méthode des Moindres Carrés Ordinaires.

Section 1: Modélisation

Le modèle d'investissement que nous utilisons s'écrit comme suit :

$$Txinvest = \beta + \alpha_1 Aidesurpib + \alpha_2 Degrouv + \alpha_3 Servdetsurex + \alpha_4 Detsurpib + \alpha_5 Cardetsurpib + \varepsilon_i$$

Où :

α_i représentent les coefficients de chaque variable à estimer.

Aidesurpib : Aide budgétaire/PIB

Detsurpib : Ratio Dette/PIB

Servdetsurex : Ratio Service de la dette/Exportations

Txinvest : Taux d'Investissement

Cardetsurpib : Ratio Dette/PIB au carré et retardé d'une période.

Degrouv : Degré d'ouverture de l'économie vers l'extérieur.

Pour notre cas, on n'a pas les données précises concernant le degré d'ouverture vers l'extérieur. Par conséquent, nous utilisons le solde de la balance des transactions courantes. Et le modèle s'écrit :

$$Tx_{invest} = \beta + \alpha_1 Aidesurpib + \alpha_2 Soldtrancour + \alpha_3 Servdetsurex + \alpha_4 Detsurpib + \alpha_5 Cardetsurpib + \varepsilon_i$$

Où « Soldtrancour » désigne la variable solde de la balance des transactions courantes.

Nous avons introduit dans notre modèle l'aide extérieure car elle permet au gouvernement de réaliser des investissements

Le signe attendu de coefficient des aides est positif pour confirmer que les aides renforcent l'investissement.

Et, on attend du service de la dette rapporté aux exportations un signe négatif pour illustrer l'effet d'éviction.

Section 2: Impact du service de la dette sur l'investissement

Tableau 11. Impact du service de la dette sur l'investissement

	<i>Coefficient</i>	<i>t de Student</i>	<i>p. critique</i>
const	17,2293	2,3315	0,08012
Soldtrancour	1,29479	3,1861	0,03334
Aidesurpib	0,639851	0,5522	0,61019
Detsurpib	-0,0166996	0,1634	0,87813
Servdetsurex	-1,2203	1,3910	0,23660
Cardetsurpib	-0,0000677046	0,1493	0,88856
R ²	0,938083	R ² ajusté	0,860686

Source : Calcul de l'auteur

Les variables de contrôles Service de dette sur exportations, dette sur PIB et le carré du ratio Dette sur PIB ont donné le signe attendu (négatif) mais ils ne sont pas significatifs.

Les coefficients de corrélation R^2 et R^2 ajusté affichent respectivement 0,938 et 0,860. Ce qui peut vouloir dire que l'estimation a une qualité qu'on peut juger de bonne.

En guise de conclusion, la dette ou bien le service de la dette n'a pas de relation directe avec l'investissement. Les données de la période de 2000 à 2009 ne sont pas concluantes pour confirmer l'existence de l'effet d'éviction ainsi que la validité de la thèse des théoriciens du développement connue sous le nom de la thèse du surendettement.

CONCLUSION GENERALE

Au cours de cette étude sur la dette et la croissance économique, 2 grandes parties ont été abordées :

- Partie 1 : Définitions et approches théoriques de la dette et croissance
- Partie 2 : Cas pratique : Madagascar

Avant de traiter la première partie, nous avons effectué une revue de littérature, ce qui nous a permis de mieux situer notre étude et donc de choisir l'angle sous lequel nous avons mené notre analyse.

Dans la première partie, nous avons défini tous les concepts clés rapportant à notre étude à savoir : la Dette extérieure, la Dette multilatérale, la Dette extérieure bilatérale, l'Arriéré, le Réaménagement de la dette, l'Allègement de la dette, le PIB, La croissance économique, Service de la dette, l'Encours de la dette, Les créanciers et l'Effet d'éviction

Nous avons aussi estimé nécessaire de rappeler les différentes théories concernant la dette et la croissance. L'étude de ces différentes théories s'est faite en 2 étapes :

La première étape a traité les approches théoriques sur la dette dont on a parlé de l'approche traditionnelle de la dette, la théorie de l'équivalence ricardienne, l'approche alternative à la théorie de l'équivalence, la théorie keynésienne, l'approche alternative à la théorie keynésienne face à l'endettement et la théorie du surendettement.

Quant à la deuxième étape, elle a été consacrée à l'étude sur les théories de la croissance. On a parlé en effet des anciennes théories de la croissance, de la croissance déséquilibrée des keynésiens, du modèle néoclassique de la croissance équilibrée et de la théorie de la croissance transmise. C'est ici que se termine cette première partie.

La deuxième partie de notre étude s'est donnée comme ambition de faire une étude particulière sur la situation de la dette extérieure et la croissance économique de Madagascar. Nous avons, par conséquent retracé les évolutions de la dette extérieure de Madagascar en mettant en exergue les différentes valeurs de la dette pour chaque année depuis 2000. Les ratios encours de la dette sur PIB et service de la dette sur exportations ont été aussi examinés dans le but d'apprécier la viabilité de la dette malgache. En effet nous avons pu conclure que la dette, depuis l'année 2000 jusqu'à l'année 2006, a été assise à un

niveau encore insoutenable. C'est à partir de l'année 2007 qu'ont surgi les impacts des deux Initiatives en faveur des PPTE dont bénéficiait le pays en 2004 et en 2006.

Ensuite, notre étude a consisté à vérifier les hypothèses mentionnées dans l'introduction. Ces hypothèses sont :

- La dette extérieure de Madagascar a une relation non linéaire avec la croissance économique.
- Le paiement futur du service de la dette, en augmentant la probabilité d'un accroissement de la pression fiscale future décourage l'investissement.
- Le service très important de la dette extérieure en évinçant les ressources destinées à l'investissement moteur de la croissance constitue un frein à la croissance économique.

Pour vérifier la première et la deuxième hypothèse nous avons établi un modèle de croissance avec pour variables : le taux d'investissement, la population, les aides publiques au développement, les ratios dette sur PIB et service de la dette sur exportations et le carré du ratio dette sur PIB.

De ce fait, nous avons appliqué la méthode des régressions multiples en l'occurrence de la méthode MCO pour estimer les coefficients du modèle.

Les résultats ont abouti à une même conclusion que dans la littérature : la dette extérieure a une relation non linéaire avec la croissance économique.

Quant à la vérification de la troisième hypothèse, nous avons aussi établi un modèle mais cette fois ci d'investissement. La méthode est la même que pour celui de la croissance mais les variables ont été : le solde de la balance des transactions courantes pour apprécier le taux d'ouverture de l'économie au commerce extérieur, les aides publiques au développement puisqu'elles semblent doper, les ratios dette sur PIB et service de la dette sur exportations et le carré du ratio dette sur PIB.

La méthode MCO nous a conduits à conclure que les données pour la période de 2000 à 2009 ne sont pas concluantes. Ainsi nous n'avons pas pu vérifier, pour le cas de Madagascar au cours de la période 2000-2009, la thèse du surendettement soutenue par les théoriciens du développement.

Bibliographie :

Ouvrages :

C. Branthomme et Paul Vinaches dans « *sciences économiques et sociales* », Hachette, 1999, 162 pages

Jean Arrous, « *Pensée économique contemporaine* », édition du seuil, 1999, p.27, disponible au CREAM

Jean Yves MOISSERON et Marc RAFFINOT, « *Dette et Pauvreté* », economica, 1999, 225 pages, disponible au CREAM

N. Gregory MANKIW, « *Macroéconomie* », 3^e édition, de boeck, 2003, 653 pages, disponible au CREAM

N. Gregory MANKIW, « *Le principe de l'économie* », economica, 1998, 955 pages, disponible au CREAM et à la Banque Mondiale

Pascal Combemale dans « *Introduction à Keynes* », La découverte, 3^e édition, 1999, 2003, 2006, 122pages, disponible au CREAM

Paul DJONDANG, « *Importation de capitaux et croissance économique* », CERIC, economica, 1985

Revues :

Alexandre Mathis, « *Endettement public et taux d'intérêt : une étude empirique* », 1990, revue de l'OFCE, n°30, pp.121-136, disponible sur le site <http://www.persee.fr>

CNUCED, « *Actes de la troisième conférence inter régionale sur la gestion de la dette* », 3-6 décembre 2001, Genève, 2003, disponible au CREAM et à la Banque Mondiale

FMI, « *Statistiques de la dette extérieure : guide pour les statisticiens* », 2003, disponible à la Banque Mondiale

Maurice FAHE, « *Endettement, développement et souveraineté des Etats Africains* », Centre de Recherche et d'Action pour la paix (2005), disponible au CREAM

Patrick Artus, « *efficacité et limites de l'emploi de la politique budgétaire* », revue française d'économie, vol. 4, n°4, 1989, disponible sur le site <http://www.persee.fr>

Riadh BEN JELILI, « *Dépenses publiques et croissance* », études économétriques sur séries temporelles pour la Tunisie, juin 2000

Documents de travail :

B. Cléments, R. Bhattacharya, T. Q. Nguyen, « *l'allègement de la dette peut-il doper la croissance des pays en développement ?* », Document de travail du FMI, Avril 2005, <http://www.imf.pubs>

C. Pattillo, H. Poirson et L. Ricci, « *finance et développement* », Document de travail du FMI, n°02/69, juin 2002, disponible sur le site <http://www.imf.pubs>

FMI, « *Gestion de la dette extérieure* », bulletin du FMI, vol n°2, <http://www.imf.pubs>

Idlemounden et Marc Raffinot, « *Dette extérieure et croissance : de la théorie aux modèles pour les pays à faible revenu* », 2005, <http://www.imf.pubs>

M. Carmen et K. Rogoff, « *Dette publique et croissance : un lien existe-t-il ?* » Août 2010

Patrick Artus, Maillard Didier, Masson André, présentation générale in Economie et Prévision : « *Patrimoines, dettes, taux d'intérêts* », 1989, pp. 3-10, disponible sur le site <http://www.persee.fr>

Rapports :

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2000* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2001* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2002* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2003* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2004* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2006* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2007* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2008* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2009* »

Banque Centrale de Madagascar, « *Rapport économique et financier 2010* »

ANNEXE

Tableau 11. Les créanciers bilatéraux de Madagascar (montant en millions de DTS)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	TOTAL ¹²
ALGERIE	72,9	80	78,2	90,7	87,9	91	93	92,3	91,4	95,8	873,2
ANGOLA	2,8	2,9	2,9	2,9	2,5	-	-	2,4	2,4	2,4	21,2
CHINE	31,9	17,2	16,8	25,6	23	24	24,3	2	22,3	34,5	221,6
IRAK (BOP)	106,9	102,3	116,9	116,1	126,6	131,8	134,3	142,5	148,7	153,4	1279,5
LIBYE	131,5	140,4	141,7	145,7	133,2	140,5	144,4	142,4	66,8	56,3	1242,9
RDA	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
MAURICE	0	-	-	-	5,1	6	4,6	4,9	4,9	2,5	28
INDE	0	-	-	-	-	-	-	-	-	15,7	15,7
ABU DHABI	1,9	2	2,1	2,1	1,9	1,9	2	1,9	1,8	1,5	19,1
ARABIE SAOUDITE	8,5	6,6	6,4	5,9	5,5	5,9	6	7,4	9,3	10,8	72,3
KOWEIT	9,1	9,8	10,5	5,7	4,5	4,4	6,7	10,5	19,9	12,7	93,8
AUTRICHE	36,1	34,6	36,3	37,5	-	-	-	-	-	-	144,5
BELGIQUE	30,8	30,9	34,2	36,6	-	-	-	-	-	-	132,5
CANADA	16,6	15,3	13,7	11,6	-	-	-	-	-	-	57,2
ESPAGNE	130,5	130,9	128,2	119,8	1,2	1,5	1,6	2	1,9	1,9	519,5
FRANCE	281,3	271,3	288,8	292,6	20,3	16,6	15	38	19,2	14,6	1257,7
GRANDE BRETAGNE	32,8	31,8	30	27,7	-	-	-	-	-	-	122,3
ISRAEL	1,6	1,6	1,5	1,4	0,4	-	-	-	-	-	6,5
ITALIE	142,2	-	132	116,5	-	-	-	-	-	-	390,7
JAPON	267,5	269,9	238,7	244,9	-	-	-	-	-	-	1021
RFA	43,2	25,7	25	24,3	-	-	-	-	-	-	118,2
RUSSIE	159,3	158,6	151,5	137,3	74,5	71,7	59,1	58,9	61,4	62,7	995
SUEDE	6,4	5,9	5,3	4,7	-	-	-	-	-	-	22,3
SUISSE	5	4,8	5,4	5,2	-	-	-	-	-	-	20,4
USA	29,6	29,6	28,7	26,1	-	-	-	-	-	-	114

Source: Banque Centrale de Madagascar

Tableau 4. Les créanciers multilatéraux

¹² Total des prêts effectués dans la période de 2000 à 2009

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
BAD	19,8	14,9	21,7	6,1	5,8	2,5	5,3	4,5	4,1	3,3	8
BADEA	3,3	16,4	18,4	7,2	7,4	7,4	14,5	14,3	25,9	17,5	32,3
BIRD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
CEE/B EI	24,1	32,7	41	32,4	44	38,9	38,5	20,1	29,7	15,7	3
FAD	229,5	278,3	263,6	236,5	260,9	262,8	55,8	81	127,4	157,8	1
FIDA	35,1	42	44,1	43,3	45,2	47,2	48,7	11,5	15,2	19,2	953,6
FMI				11,4	11,3	-	-	-	-	-	3
IDA/F SA	1 089,30	1244,80	1259,70	1345,80	1472,30	1612,00	399,6	522,7	686,5	714,5	2
OPEP	11,3	20,8	18,4	4,8	7	7,3	9,9	5,4	27,4	10,5	1
											0347,2
											1
											22,8

Source: Banque Centrale de Madagascar

Tableau 9. Les données du modèle de croissance et du modèle d'investissement

Années	PIB	Ratio Dette/ PIB	Service de Dette/Expo rtation	Investissement public en % PIB	Carré du ratio Dette/PIB décalé	Solde de la balance des transac tions courantes	Ratio Aide/PIB	Taux de croissance démograph ique
2000	4,8	131,83	13,39	14,3	21418,32	5,5	0,73	2,77
2001	6,0	151,26	7,34	15,8	17379,15	2,4	1,83	2,70
2002	-12,7	151,93	14,22	13,4	22879,56	4,1	1,06	2,65
2003	9,8	138,32	8,48	16,2	23082,72	5,9	4,05	2,88
2004	5,3	96,79	19,86	23,4	19132,42	11,5	3,98	2,84
2005	4,6	98,15	13,11	22,2	9368,30	10,5	2,11	2,8
2006	5,0	40,42	7,96	25,3	9633,42	8,8	2,13	2,8
2007	6,3	41,61	2,94	32,4	1633,78	14,2	1,1	2,77
2008	7,1	45,54	3,13	44,0	1731,39	19,9	1,93	2,76
2009	-3,7	48,65	5,52	31,0	2073,89	19,4	0,30	1,88

Source: MEFB, BCM, INSTAT

Tableau 11. Matrice de corrélation, utilisant les observations 2000 - 2009
5% valeur critique (bilatéral) = 0,6319 pour n = 10

Txcroipib	Invpubsurpib	Txcroidemo	Detsurpib	Servdetsurex	Cardetsurpib	
1,0000	0,2301	0,0460	-0,0392	-0,4435	-0,0192	Txcroipib
0,2301	1,0000	0,0636	-0,8411	-0,6110	-0,7985	Invpubsurpib
0,0460	0,0636	1,0000	-0,3801	-0,4822	-0,0447	Txcroidemo
-0,0392	-0,8411	-0,3801	1,0000	0,7205	0,7561	Detsurpib
-0,4435	-0,6110	-0,4822	0,7205	1,0000	0,5976	Servdetsurex
-0,0192	-0,7985	-0,0447	0,7561	0,5976	1,0000	Cardetsurpib

Source : Nos calculs

Nom : RASAMIMANANA

Prénoms : Andoniaina Olivier

Option : MACROECONOMIE ET MODELISATION

RESUME ANALYTIQUE

Titre :

« LES EFFETS DE LA DETTE EXTERIEURE SUR LA CROISSANCE ET L'INVESTISSEMENT A MADAGASCAR, ANALYSE PAR LA METHODE DES REGRESSIONS MULTIPLES »

Nombre de pages : 59

Nombre de graphiques : 07

Nombre de tableaux : 10

Résumé :

Dans le cadre de la présente mémoire de maîtrise, nous avons étudié le cas de Madagascar quant à sa situation de la dette extérieure. Il ne s'agit pas ici d'un nouveau thème car bon nombre de pareilles études ont été déjà faites par différents économistes. Par ailleurs, celles-ci n'ont pas, pour autant considéré un pays isolément mais un groupe de pays appartenant à un même groupement économique ou bien géographique. Les résultats ainsi obtenus confirment l'idée que la dette extérieure a une influence sur la croissance économique et sur l'investissement. Plus la dette est élevée, moins l'économie croît car l'investissement est découragé.

Pour notre part, nous voudrions révéifier ces constats pour le cas particulier de Madagascar. Nous voudrions aussi analyser les impacts des réductions de dette extérieure au titre de l'IPPTE. Ce qui nous conduit à délimiter notre analyse temporellement entre les années 2000 et 2009, période au cours de laquelle la dette extérieure de Madagascar a connu une diminution remarquable.

En effet, le présent document recense de diverses définitions et théories se rapportant à la dette et à la croissance économique. Il constitue un outil grâce auquel nous avons pu élaborer un modèle de croissance et d'investissement pour vulgariser les estimateurs des Moindres Carrés Ordinaire (MCO) dans notre faculté.

Mots clés : dette extérieure, debt overhang, IPPTE, croissance économique, investissement, courbe de Laffer de la dette, équivalence ricardienne.

Encadreur : Monsieur RAMAROMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomezantsoa,
Maître de conférences, département Economie

Adresse de l'auteur : Nanisana Iadiambola, lot : IIH26RR